

Palestine

résistances



24771.5.2024

CHANTIER p. 12

culturelles

d'ici et de là-bas

agir par
la culture
#74

magazine politique & culturel
automne-hiver 2024 // gratuit

Olivier Starquit p. 04

Combattre l'extrême droite par l'utopie

Nikoo Nateghian p. 09

Les violences silencieuses contre
les femmes en Iran

« Tradwives » p. 33

Quand capitalisme et patriarcat
font bon ménage

SOMMAIRE

4



Pourparlers

OLIVIER STARQUIT

Face à l'extrême droite
« Il faut que la gauche aille sur
les terrains des émotions et du rêve »

8



Sans transition
On n'en peut plus !

9



Reflets

Dévitisation.
Anatomie d'une violence silencieuse



Chantier

**Palestine : résistances
culturelles d'ici et de là-bas**

14

LÉILA SHAHID

« Ce qui sauve la Palestine
de la tentative d'effacement,
c'est notre résistance culturelle »

18

Génocide culturel et
résistances en Palestine

22

UNITED SCREENS FOR PALESTINE

Mobiliser par le cinéma palestinien

25

Partager une humanité commune
par le jeu vidéo

28

ÉCOLE DE CIRQUE PALESTINIENNE

Offrir une « safe place »
dans un environnement verrouillé

30

KARIM KATTAN

« Écrire à partir de la Palestine,
sur la Palestine ou en tant
que Palestinien est essentiel »

Mouvement
écosocialiste



Agir par la culture

Agir par la culture

www.agirparlaculture.be
info@agirparlaculture.be
Une publication de Présence
et Action Culturelles asbl
Rue Lambert Crickx, 5
1070 Bruxelles – Belgique
www.pac-g.be
Tél: 02/545 79 11

ÉDITRICE RESPONSABLE
Sarah de Liamchine

RÉDACTEUR EN CHEF

Aurelien Berthier
aurelien.berthier@pac-g.be
Tél: 02/545 77 65

ÉQUIPE RÉDACTIONNELLE

Julien Annart,
Sabine Beaucamp, Claire
Corniquet, Anne-Lise Cydzik,
Sarah de Liamchine,
Aurélien Ghalim, Geneviève
Lequeux, Maco Méo, Marine
Michel, Vanya Michel,

Jean-François Pontégnie,
July Robert, Olivier Starquit
& Pierre Vangilbergen

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO

Noor Abo Alrob, Rasheed
Abueideh, Marianne Blume,
Coraline Burre, Marie Charue,
Nadia Farkh, Aurélie Garot,
Omar Jabary Salamencia,
Karim Kattan, Nikoo Nateghian,
Frédéric Personat,
Sung Posier & Leïla Shahid

COUVERTURE

& ILLUSTRATIONS DU DOSSIER
Maisara Baroud
www.instagram.com/maisarart/

CONCEPTION GRAPHIQUE

& MISE EN PAGE
Vanya Michel

33



FéminismeS

« Tradwives ». Quand capitalisme et patriarcat font bon ménage!

36



Numérique

Du bon usage des mots pour se conscientiser et résister au tout-numérique

38

Réverb'

L'écologie des steppes

39

Popcorns

Nos chroniques culturelles

Résister. Un verbe qui traverse le peuple palestinien depuis des dizaines d'année. Résister quand des proches sont privé-es de liberté sans aucune raison valable. Résister quand des terres sont accaparées par des colons aux desseins insatiables. Résister quand le quotidien est devenu invivable et qu'il devient vital de créer des micro-espaces de libertés. Afin de respirer et de (sur)vivre. Jusqu'à ce que surviennent les attaques terroristes du 7 octobre 2023, où la prison à ciel ouvert qu'est Gaza s'est ensuite vue recouverte d'une chape de plomb. Asphyxiante. Tout comme en Cisjordanie, davantage en dehors des radars médiatiques, où les nombreuses exactions ont été démultipliées. Mais encore et toujours : résister.

Vous l'aurez compris, ce numéro s'attardera sur la plasticité que peut prendre le fait de résister, en se focalisant sur les expressions culturelles. Les mots, afin de rester debout, face à une propagande d'État qui ne vise qu'à gommer une partie de la population. Une tonnelle, un mât et quelques cordes suspendues afin de faire de l'art circassien un rempart contre le désespoir et l'abandon. Un jeu vidéo, en vue de dépeindre le quotidien kafkaïen de la population palestinienne, entre checkpoints, attaques de

ÉDITO

colons et privation de biens parfois les plus élémentaires. La préservation des archives de toute nature, afin de témoigner encore et toujours d'une longue et riche histoire.

Acculée sous les bombes et les balles, la population palestinienne a rarement été autant décimée. Depuis le 7 octobre, plus de 43 000 Palestiniens ont perdu la vie et Gaza compte 1,9 millions de personnes déplacées. Mais comme le souligne dans ces pages Leïla Shahid, ancienne Déléguée générale de Palestine en France et à Bruxelles, « *la meilleure réponse du peuple palestinien face à la tentative de leur effacement, de leur déshumanisation, de leur déculturation, c'est de faire toujours plus de culture* ». Encore et toujours.

Résister, c'est également faire entendre sa voix. À l'initiative de l'Association belgo-palestinienne, deux événements seront prochainement organisés à Bruxelles : un rassemblement, le dimanche 15 décembre 2024 à 14h, devant l'Ambassade d'Allemagne ainsi qu'une grande manifestation, prévue quant à elle le dimanche 26 janvier 2025, à partir de 14h.

Sarah de Liamchine

Directrice de PAC

Pierre Vangilbergen

Directeur-adjoint de PAC

DÉPÔT

Abderrahim El Achhab,
Frank Roland & José Garcia
Fernandez

ABONNEMENT

Sung Posier
info@agirparlaculture.be
Tél: 02/545 79 11

Pour recevoir *Agir par la culture* par la poste ou pour vous désinscrire de la liste d'envoi, rendez-vous sur le site www.agirparlaculture.be (abonnement gratuit pour la Belgique, frais de port payants hors de Belgique). Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée

à l'égard des traitements de données à caractère personnel ainsi qu'au Règlement européen pour la protection des données (RGPD), vous pouvez en permanence vous désabonner, consulter vos données, en demander la rectification en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Le contenu des articles n'engage que leur-s auteur-es. Tous les articles peuvent librement être reproduits à condition d'en mentionner la source. La rédaction laisse libre ses auteurs et autrices d'utiliser l'écriture épicienne ainsi que l'orthographe réformée de 1990 et d'expérimenter ces nouveaux modes d'écritures plus inclusifs.

Avec le soutien du Service Éducation permanente du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Loterie Nationale.



Face à l'extrême droite « Il faut que la gauche aille sur les terrains des émotions et du rêve »

Olivier Starquit qui écrit régulièrement dans nos pages vient de publier *Le poing, la rose et le putois*. Cette étude revient notamment sur la manière dont l'extrême droite – le Putois – est venue braconner sur des territoires abandonnés par la gauche. Une gauche qui ne tend plus le Poing, c'est-à-dire qui n'organise plus un rapport de force suffisant pour défendre les travailleur-euses du fait de son acceptation des règles néolibérales. Une gauche aussi, la Rose, qui peine à créer des horizons désirables lui permettant de capter les colères et insatisfactions populaires pour proposer des changements sociaux. Au lieu de laisser l'extrême droite s'emparer des frustrations sociales pour dérouler son projet réactionnaire, il faut, prône Olivier Starquit, au plus vite retrouver une conflictualité perdue et le chemin des utopies sociales. Et ne plus se laisser dicter son agenda par la droite et l'extrême droite. Bref, tracer son propre sillon pour changer la vie.

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

Dans votre livre, vous montrez que la transgression a aujourd'hui changé de camp. La gauche serait en quelque sorte devenue un rouage du système tandis que l'extrême droite a développé un récit pour se rendre cool et rebelle et se présenter comme vecteur de changement. Comment l'extrême droite est-elle arrivée à imposer ce récit ?

D'abord, il faut préciser que ce n'est pas seulement l'extrême droite qui arrive à imposer le récit selon lequel ce serait la gauche qui serait *has been* et obsolète, mais c'est aussi la droite. Ensuite, oui, la posture de rébellion contre un système, longtemps incarné par la gauche, avec par exemple Mai 68, est aujourd'hui assimilée à la droite et à l'extrême droite. Par exemple, le président Javier Milei s'est fait élire en Argentine en développant l'image de quelqu'un qui ne respectait rien, qui faisait fi des normes en vigueur, et qui brisait les codes. A contrario, la gauche joue généralement en suivant les règles du jeu. Et de plus, elle est souvent dans une position de défense des conquêtes sociales. Un véritable filon pour la droite et l'extrême droite qui utilisent cette posture pour l'accuser de conservatisme.

En Belgique francophone, pour les élections de juin 2024, la gauche a ainsi jugé opportun de défendre les conquêtes sociales et de défendre, à raison, tous-tes les travailleur-euses – fussent-ils chômeur-euses. Hélas, cela a été exploité par la droite, MR et Engagés, pour dénoncer une posture défensive, *has been* et qui en plus défendrait les prétendus « assistés », ces « profiteurs du système ». Une rhétorique gagnante pour le moment contre laquelle aucun contre-discours n'a été élaboré. Pourtant, on aurait pu, par

exemple, se baser sur cette idée marxienne de «l'armée industrielle de réserve», c'est-à-dire l'idée que s'en prendre aux droits des chômeur-euses, c'était en fait s'attaquer aux travailleurs et travailleuses-mêmes puisque les chômeur-euses sont le meilleur outil que les patrons possèdent pour faire pression à la baisse sur les conditions de travail et les salaires. Bref que si à gauche on prenait la défense des chômeur-euses de longue durée, c'était bien pour défendre les salarié-es. Ce lien-là n'est plus fait, ni par le personnel politique ni par les électeur-ices. Il est à retisser.

L'extrême droite semble avoir trouvé des stratégies gagnantes. On constate qu'ils vont souvent se servir des procédures judiciaires à leur encontre pour se victimiser. Démontrer rationnellement et point par point leur programme porte peu auprès de leur électorat. Rappeler leurs racines fascistes semble aussi devenu inopérant... Que faire face à cette extrême droite qui paraît pour ainsi dire invincible ?

Effectivement, le rappel à la Deuxième Guerre mondiale, même si c'est évidemment exact, ça ne marche plus. Les partis d'extrême droite diront que c'est de l'histoire ancienne, qu'ils ont changé. Ce n'est pas ça qui va convaincre les électeur-ices de changer de candidat-es. De même, le fait de démontrer rationnellement leurs arguments va rarement modifier l'opinion de celles et ceux qui prennent pour argent comptant tous les bobards et *fake news* qu'ils débitent à longueur de temps, mais au contraire les conforter dans leur avis. C'est pour cela que je pense qu'il faut que la gauche aille plutôt sur les terrains des émotions et du rêve.

En France, je pense d'ailleurs que le succès électoral du Nouveau Front Populaire (NFP) est en partie la conséquence de la mise en avant d'un programme politique qui n'a pas cherché à être le plus *réaliste* ou le plus *pragmatique* possible – ce qui est un écueil –, mais qui donnait au contraire une série d'horizons désirables. C'est vers ça qu'on doit aller, et non pas un programme chiffré par le Bureau du Plan: quelque chose qui ose *faire rêver*. Je ne crois pas en effet qu'on aurait obtenu beaucoup de nos conquêtes sociales si on avait dû les faire «chiffrer». La campagne du NFP n'a pas cherché à faire la course à l'échalote du programme le plus réaliste, mais a joué sur le désir et les utopies sociales: changer la vie. Leurs affiches réalisées par une multitude de graphistes bénévoles ont enchanté la campagne. Il faut oser changer la manière dont on fait de la politique à gauche.

Une arme souvent utilisée à gauche contre l'extrême droite, elle aussi sans doute vouée à l'échec, c'est celle de mettre en avant leur incompétence supposée, leur nullité en communication. Cette position de mépris de la part de leurs détracteurs, dès lors perçus comme très arrogants, a tendance à les rendre sympathiques auprès d'une frange de leur électorat populaire qui se sent elle-même globalement méprisée socialement. Cette critique basée sur l'incompétence peut-elle s'avérer contre-productive ?

En France, pendant l'entre-deux tours, le monde culturel s'est levé contre l'extrême droite et a battu campagne avec les meilleures intentions du monde. Mais je me demande si ça n'a pas été effectivement contre-productif



Illustration : VM

car largement interprété par l'électeur d'extrême droite de base comme étant une manifestation de plus d'une élite qui se moque de lui et lui dit quoi faire... lui donnant alors une raison de plus d'aller voter extrême droite.

C'est pourquoi il faut vraiment réfléchir à ce qu'on fait, comment on le fait et éviter toute posture paternaliste, qui peut être perçue comme du mépris. Je pense qu'on regagnera cet électorat-là en le rencontrant sur le terrain d'une part. Et en développant des éléments et arguments qui font rêver d'autre part. Et ce qui fait rêver, ça peut être tout simplement la réouverture d'un bureau de poste, d'un hôpital, d'une école dans une zone où les services publics ont disparu, là où il y a un fort besoin de lieux qui créent du lien social.

Un antidote puissant, ce serait donc de jouer sur cet imaginaire du service public comme « patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas » et défendre son redéploiement ?

Oui, tout à fait. Mais à condition de ne pas se limiter à simplement une attitude défensive des services publics tels qu'ils existent aujourd'hui. Il faut non seulement les sortir de la gangue néomanagériale dans laquelle ils sont aujourd'hui coincés, mais aussi adopter une attitude beaucoup plus offensive. C'est-à-dire promouvoir la création de nouveaux services publics ! Des services qui répondent aux demandes et besoins actuels des citoyen-nés. Il faut repartir du principe que chaque besoin humain fondamental doit être couvert et organisé par des services publics. Par exemple, on vit dans une société où on ne peut plus vivre sans internet. On peut donc imaginer un service public d'internet qui s'occupe de le rendre accessible à tous et toutes.

L'extrême droite tente depuis quelques années dans ses discours de s'approprier la question sociale pour capter le vote populaire. Or, pendant la campagne française, on a vu des candidat-es RN acculé-es, forcé-es d'admettre que non, iels ne reviendraient finalement pas sur l'âge du départ à la retraite ou n'augmenteraient pas le salaire minimum... Est-ce que montrer que l'extrême droite a en réalité à cœur de ne pas effrayer le grand capital peut constituer une brèche à exploiter ?

Il est important de, dès que c'est possible, déconstruire ce qu'on appelle « la posture sociale nativiste » de l'extrême droite [*Le nativisme est l'idée selon laquelle le degré d'appartenance à une nation se mesurerait en termes d'« ancienneté »* – NDLR]. Montrer à quel point il existe un décalage entre des discours se voulant très « sociaux » et les votes de leurs élu-es qui ne vont jamais soutenir une mesure sociale concrète pour effectivement ne pas effrayer le capital. Cette stratégie visant à « éclairer le vampire » peut s'avérer payante pour toute une partie de

leur électorat qui va dès lors s'apercevoir de la supercherie. L'extrême droite a voté contre une Directive sur le salaire minimum au niveau européen. Iels ne se sont jamais opposés au passage de la retraite à 67 ans en Belgique en 2014, etc. Les exemples sont nombreux prouvant qu'iels ont systématiquement un comportement au niveau parlementaire en faveur du banc patronal, ça il faut le montrer évidemment.

Par ailleurs, il faut aussi rappeler que leur programme « social » repose en grande partie sur des mesures qui ne seraient accessibles qu'aux « locaux » avec une logique où l'on réserve, par exemple, l'accès aux logements sociaux aux seul-es « Belges de souche ». Or, iels savent bien que c'est anticonstitutionnel et que cela ne passera pas le cap de la Cour constitutionnelle. C'est ce que le RN promet en France depuis des décennies sous le terme de « préférence nationale ».

L'extrême droite a aussi dans son ADN l'idée de diviser les travailleur-euses en stigmatisant les précaires et chômeur-euses pour les opposer aux travailleur-euses. Des mesures discriminatoires sont, par exemple, déjà tentées en Flandre comme celle que propose le ministre du Logement, Matthias Diependaele (N-VA), qui veut rendre prioritaires les personnes « au travail » dans l'accès aux logements sociaux. Mais là encore, ce devrait être prochainement bloqué par le Conseil d'État.

Ça touche à un autre point : pas besoin que l'extrême droite soit au pouvoir pour que leurs idées soient reprises par des dirigeant-es et mises en place. Par quel truchement cela peut-il se produire ?

Effectivement, pas besoin qu'elle soit au pouvoir pour l'exercer... En termes d'hégémonie culturelle, on a assisté à une véritable normalisation et banalisation de ses idées dans le discours politique. Ces idées ont percolé et se traduisent par la suite en mesure et lois décidées généralement par des partis traditionnels de droite, mais pas seulement. En Belgique, bon nombre de propositions du « Plan en 70 points » sur l'immigration émise par le Vlaams Blok en 1992 (« 70-puntenplan ») ont ainsi été mises en œuvre ces dernières décennies par tous les partis traditionnels. Je pense à la création d'un poste de secrétaire d'État à l'Immigration, à la multiplication des centres fermés pour étranger-es, aux expulsions collectives, à l'établissement d'une liste des pays supposés sûrs et pour lesquels leurs ressortissant-es auront par conséquent moins de chances d'obtenir l'asile, au durcissement des conditions d'obtention de la nationalité belge...

Par ailleurs, on l'a constaté lors des dernières élections, il semble que parler comme l'extrême droite s'avère une stratégie électorale payante. Quand Pierre-Yves Jeholet (MR) va dire en substance dans un débat télévisé à Nabil Boukili (PTB), un député belge d'origine maghrébine, que si les règles ne lui plaisaient pas, alors

il pouvait rentrer chez lui, on est dans un racisme pur et dur. Ce n'est pas un dérapage, comme on a pu le penser à l'époque, mais cela a en réalité constitué un véritable appel du pied à un certain électorat. Et de fait, au lieu de causer des dommages au MR, cette séquence lui a au contraire permis de capter un électorat raciste. Car loin de la bronca et des réactions outrées sur les antennes des médias traditionnels, sur les réseaux sociaux, sa sortie a été saluée par une frange de l'extrême droite comme un « Il dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas ». Aujourd'hui, on peut donc considérer qu'il y a un bonus aux discours d'extrême droite qui est donc repris par des politicien-nes de droite par stratégie et pur calcul politique. C'est d'autant plus dangereux que la parole extrémiste échappe de ce fait au cordon sanitaire et a donc de nouveau droit de cité sur les ondes francophones.

On l'a évoqué, une des stratégies de l'extrême droite, c'est de s'adresser aux déclassé-es socialement en leur promettant, par le biais de la « préférence nationale », une meilleure place dans la hiérarchie sociale. Est-ce que le succès électoral que provoque cette promesse est d'autant plus fort que la gauche a eu tendance à négliger la question sociale voire à participer à diffuser des idées néolibérales antisociales ?

Depuis 1989 et la chute du Mur, les partis sociodémocrates ont décidé de ne plus lutter contre le capitalisme, mais de l'accompagner. C'est la « Troisième voie » ou encore « le Nouveau centre » en Allemagne. Avec cet abandon, rien n'a empêché le logiciel néolibéral d'entrer dans les têtes de chacun-e de manière profonde. Et au bout de plusieurs décennies, on doit bien finir par payer les pots cassés. Les gens se sentent abandonnés parce qu'on a laissé les services publics réduire leur champ d'action, se déliter, fermer. Qu'on songe seulement à l'Hôpital public... Il est même dans un pire état encore qu'avant la pandémie où on avait pourtant pu constater toute la nécessité de réinvestir cet outil en moyens financiers et humains, d'améliorer les conditions de travail et de revenir à un mode de gestion plus proche des besoins de santé des patient-es et de la logique du soin (et non pas de la vente de soins). Mais la logique néolibérale ultraprégante a empêché toute évolution en ce sens, au contraire. On peut aussi penser à l'accélération de la numérisation d'administrations ou services d'action sociale, là encore durant la crise sanitaire liée au Covid, au risque de laisser sur le carreau bon nombre de personnes en situation de fragilité numérique...

Ce sentiment d'abandon des citoyen-nes, qui se traduit par l'état de déliquescence de nos services publics, est l'une des principales sources du vote d'extrême droite. Cette colère-là est captée par l'extrême droite d'autant plus que les partis de gauche

ont eu la fâcheuse tendance à les abandonner à leur triste sort. Et cela ne va malheureusement pas s'arranger avec le carcan austéritaire européen concernant les budgets des États qui se profilent à l'horizon. Car c'est encore dans les soins de santé et dans les services publics qu'on va aller sabrer. Ce qui risque de nourrir encore plus ce ressentiment, donc l'extrême droite. À moins que ne s'élabore une riposte de gauche digne de ce nom...

Un grand récit, celui de l'invasion migratoire et du « grand remplacement », né au sein de l'extrême droite et au départ confidentiel, tend à devenir de plus en plus grand public et en tout cas trouve peu à peu sa place au sein des droites. Quel grand récit à gauche pourrait-on lui opposer concernant les migrations ?

Je ne suis pas persuadé que ça soit en focalisant sur le récit de l'adversaire qu'on va gagner. C'est-à-dire que par rapport à ce récit-là, il faut apporter un récit plus fort. Alain Deneault au sujet de la « gouvernance » disait qu'il fallait « en rire et puis passer à autre chose ». C'est la même chose avec toutes les chausse-trappes que la droite nous met dans les pieds. Pourquoi perdre du temps à répondre aux accusations de « wokisme » ? On s'en fout, ça n'est pas un débat. Allez hop, on les ignore, on évacue ces faux débats pour revenir sur le terrain des vrais sujets qui nous concernent tous-tes. C'est-à-dire des conditions de vie de chacun-e. Se poser des questions comme : Vers quoi on veut aller ? Quel changement dans la vie des gens on veut provoquer ? Comment est-ce qu'on le met en place ? Avec quels outils ? Ce sont ces débats de société dont on a besoin, pas de leurs foutaises.

Je ne prétends pas avoir la solution, mais il faut développer un récit qui, plutôt que de reposer sur la peur, travaille sur l'espoir. Un récit qui présente des utopies concrètes et qui fait rêver. L'extrême droite et la droite utilisent des passions tristes et des peurs, on le sait. Notre devoir, c'est de tenir un récit qui capte la colère pour la faire aller vers l'espoir. Je pense que tous les mouvements de gauche doivent prendre le temps de la réflexion et présenter un projet digne de ce nom. C'est-à-dire qui nous fait nous projeter, qui fait rêver. Le redéploiement des services publics qu'on évoquait, mais aussi la question de la re-démocratisation de la démocratie et la question de la redistribution des richesses via une réforme fiscale juste et digne de ce nom. Plus globalement, retrouver un cadre de conflictualité organisée tel que la lutte des classes... Bref, dérouler de nouveau une lecture classiste pour concurrencer la proposition raciste de préférence nationale.



Olivier Starquit,
Le poing, la rose et le putois,
Territoires de la mémoire, 2024

On n'en peut plus !

Comme le notait avec beaucoup de sagacité Marc Ysaye, rockologue, à l'époque employé par la RTBF, l'irruption d'XR Rebellion au Salon de l'auto était in-to-lé-rable. De son studio où il présentait ses Classiques, il s'insurgeait contre le dérangement causé à cette remarquable activité, où l'on ne sait où regarder tant elles sont belles – on parle des voitures, pas des hôteses. Encore que...

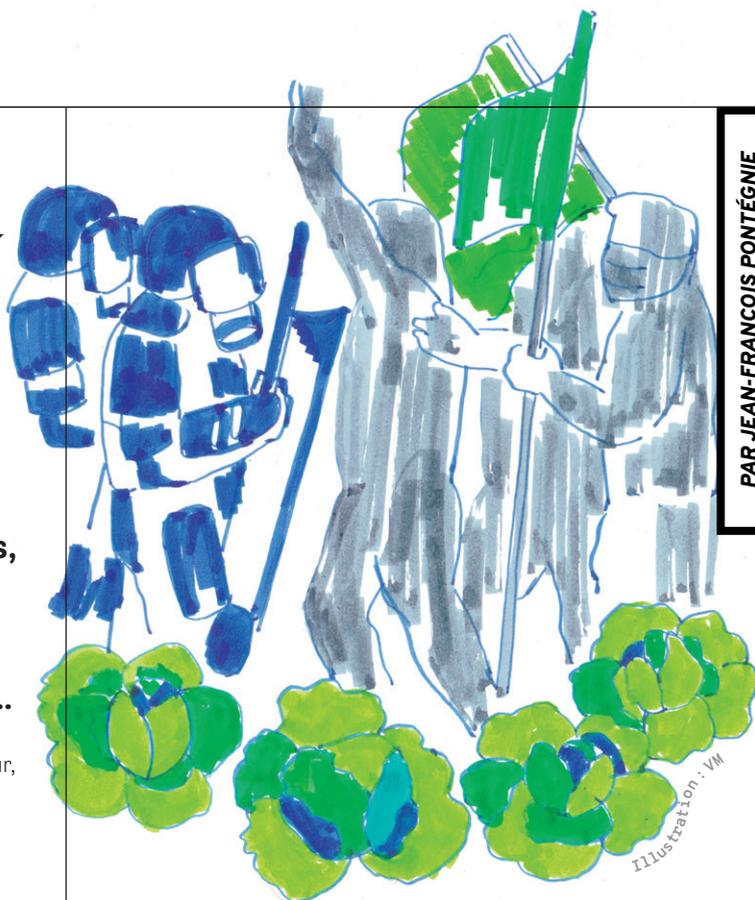
Depuis l'Ysaye, homme de conviction, est passé au MR pour, dit-il, lutter contre le wokisme qui, il est vrai, commence tout doucement à nous les briser menu.

Rebellion donc, puis il y a aussi un machin qui s'appelle « Code Rouge » et qui organise des trucs pour protester contre tout et n'importe quoi : l'aéroport de Gosselies, le site de Total Energies à Feluy ou d'Engie à Saint-Ghislain et tout ça « en enfrenant volontairement la loi pour attirer l'attention », c'est RTL qui le dit. Donc c'est vrai.

Y'a aussi Youth For Climate (ça a des liens avec un aut'machin : Friday's For Future) et si on dit « Greta Thunberg », on sait de quoi on cause. Maintenant qu'elle n'engueule plus les Nations-Unies, elle se fait arrêter tous les trois jours au nom de la désobéissance civile. Ah oui, parce que c'est leur truc ça. Se mettre dans l'illégalité pour dénoncer l'injustice : va-t'en comprendre.

En dehors de tous ces mouvements, et on en passe beaucoup parce que c'est une véritable internationale des emmerdeurs, y'a aussi les manifs thématiques. Et que je m'en vais protester près de centrales nucléaires, et que je m'insurge contre l'enfouissement des déchets radioactifs, et que je ne suis pas content du tout qu'on réserve de l'eau – avec des mégabassines ou un p'tit barrage – pour l'agriculture (vont manger quoi après ces andouilles ?), et que je te fais une ZAD (« zone à défendre ») ici, et une autre là-bas pour protéger trois grenouilles, et que je ne veux pas de cette autoroute-là, et que cet aéroport fait trop de bruit et pollue...

On n'en finirait pas d'énumérer les sujets qui les fâchent. Que si on les laissait faire, nous, on pourrait plus rien faire. On deviendrait tous woke – en fait, j'sais pas trop ce que ça veut dire, mais j'sens bien que c'est plutôt pénible. Ça doit être genre je prends un vélo plutôt que ma voiture et la prochaine fois que je vais en Thaïlande, c'est à la rame ou sans doute en voilier – j'ai que ça à faire bien sûr ! Ça doit être bourré de végétariens en plus.



PAR JEAN-FRANÇOIS PONTÉGNIE

Jusqu'ici ça a pas trop l'air, mais cette agitation incessante, ça commence à drôlement sentir mauvais : on sait que ça colonise d'abord les (pauvres d')esprits et que ça finit par des cocktails Molotov sur la tête des forces de l'ordre. Et des sabotages.

Tout ce bazar porte un nom : terrorisme. Ou pour être clair : écoterrorisme. Faut pas chercher loin : jeter de la soupe ou de la purée sur des tableaux de Van Gogh et Claude Monet, dégonfler des pneus de bagnoles qui ne plaisent pas à ces messieurs – dames, ou reboucher des trous de parcours de golf : vous appelez ça comment ? Ma G 580 (tout électrique) a été sabotée et je ne peux pas me rendre sur mon parcours de golf hebdomadaire (en plein air, que c'est bon pour la santé, pourtant). De toute façon, y serais-je parvenu que je n'eusse pu jouer : ces dingos ont rebouché les trous ! Des écoterroristes, vous dis-je.

En France, on l'a bien compris d'ailleurs. Cet excellent Castaner, ex-ministre de l'Intérieur, a créé au sein de la gendarmerie une cellule dite Déméter (la déesse grecque de la Terre) chargée de mettre bon ordre chez tous ces agités. Déméter s'occupe de protéger les agriculteurs : en les conseillant afin de sécuriser leurs exploitations – on en est là ! – et en menant des actions de renseignement avec un suivi judiciaire des affaires. Déméter lutte de façon générale contre les actes crapuleux et les actions de nature idéologique.

Moi, j'suis pour la liberté d'expression : ces allumés ont leurs journaux, papier ou en ligne, leurs blogs, leurs tracts. Libre à qui veut d'aller lire ces âneries. Mais qu'on enfrenne la loi, qu'on bloque, qu'on dégrade, je dis non : Stop au terrorisme ! Et donc, sur le merveilleux modèle de Frontex, qui en fait du boulot !, à quand une cellule Gaïa contre l'écoterrorisme en Europe ?

Dévitualisation

Anatomie d'une violence silencieuse

À travers une série de dessins représentant l'anatomie de l'utérus, l'artiste iranienne Nikoo Nateghian, qui vit et travaille à Bruxelles, nous plonge dans les méandres des lois oppressives iraniennes. Chaque détail anatomique renvoie à un article de loi, soulignant ainsi la manière dont le système juridique peut être utilisé pour opprimer et contrôler les femmes en Iran. Ce projet, intitulé « Dévitualisation », explore ainsi la violence insidieuse qui touche les femmes iraniennes émanant des systèmes législatifs qui violent leurs droits fondamentaux. La représentation anatomique de l'utérus que l'artiste confronte à ces textes agit comme un moyen de neutralisation et de désensibilisation de la perception de cet organe féminin puissant et sacré. Les articles de loi, avec leur langage juridique impérieux, interviennent pour perturber cette contemplation paisible. Ils déconstruisent la connaissance acquise par l'observation des planches anatomiques, révélant ainsi la manière dont ces lois contribuent à la dévitualisation des femmes, en les réduisant à de simples cas à traiter par le système judiciaire.

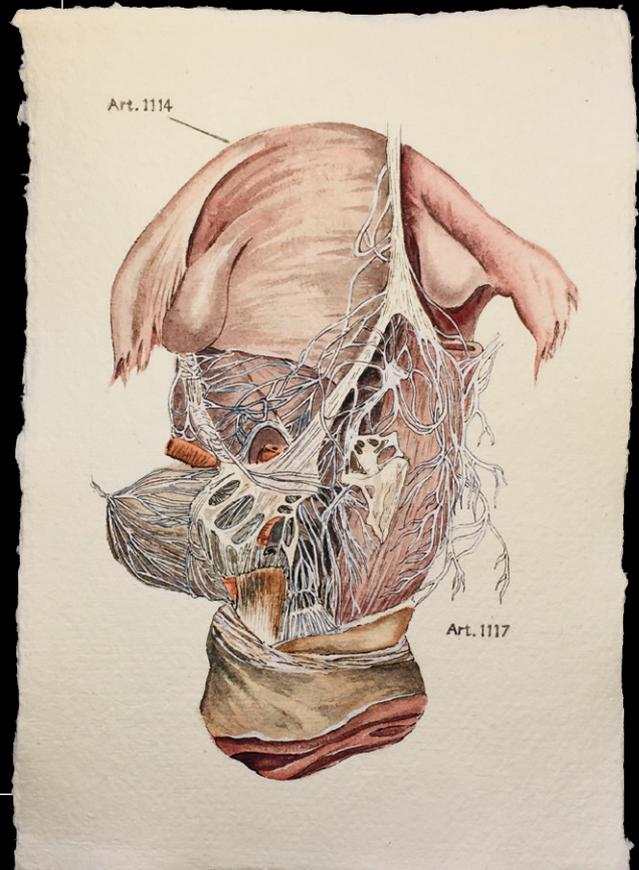
DESSINS: NIKOO NATEGHIAN

Art. 1114

L'épouse doit résider dans le domicile désigné par son époux, à moins que le choix du domicile ne lui ait été confié.

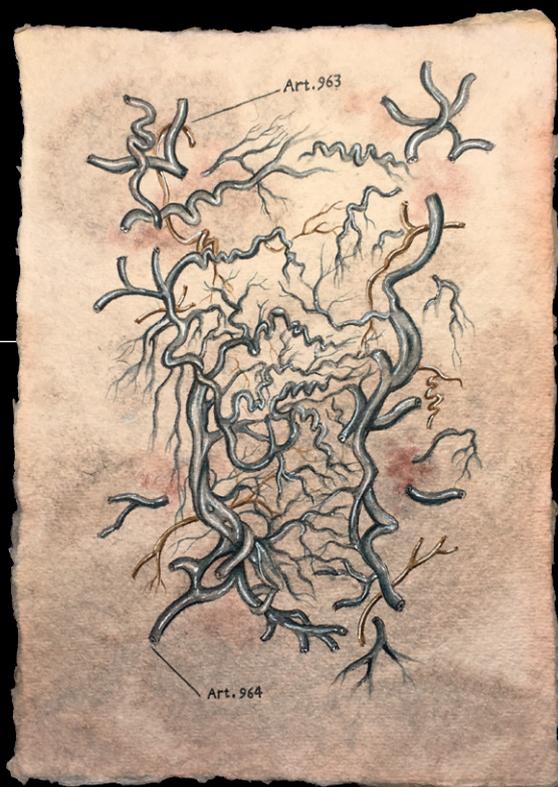
Art. 1117

L'époux peut interdire à son épouse de pratiquer une profession ou un métier qui contrevient aux intérêts de la famille, à ses propres valeurs ou aux valeurs de sa femme.



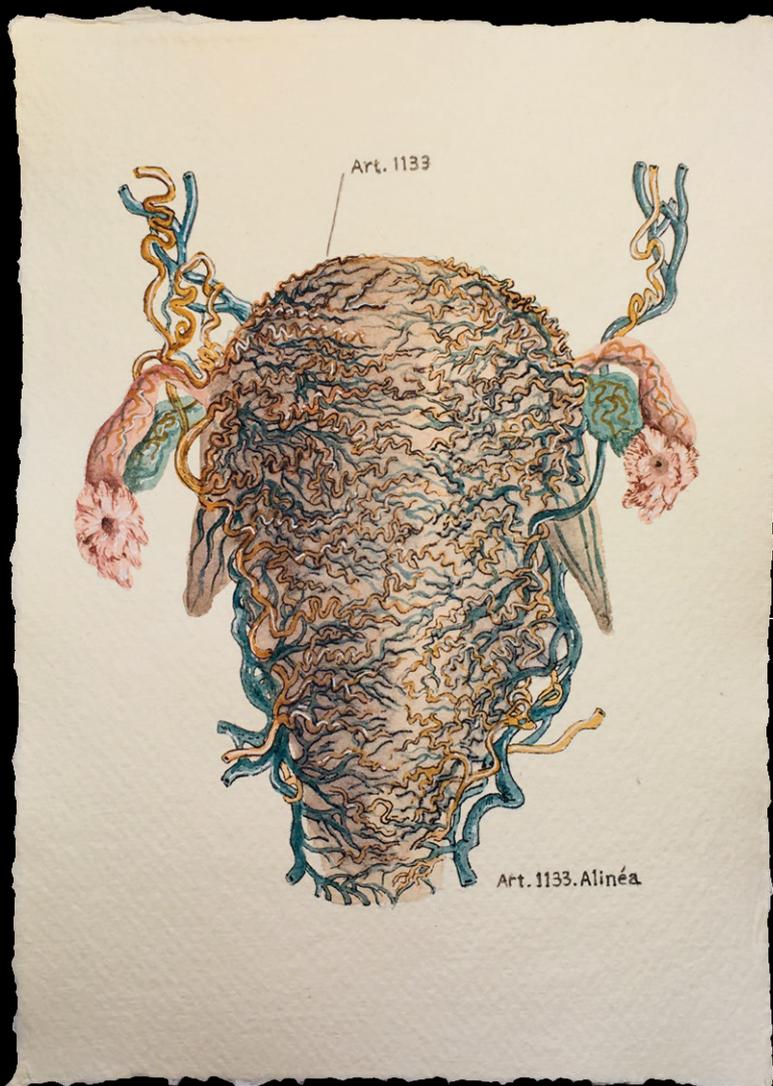
Art. 963
Si les époux ne sont pas des ressortissants du même pays, leurs relations personnelles et patrimoniales sont régies par les lois de l'État du pays dont l'époux est le ressortissant.

Art. 964
Les relations entre les parents et les enfants sont régies par les lois de l'État du pays dont le père est le ressortissant.



Art. 1133
Un homme peut demander le divorce en respectant les conditions prévues par la loi.

Art. 1133
Les situations permettant à la femme de demander le divorce comprennent la disparition de l'époux pendant quatre ans, le refus de l'époux de fournir une pension alimentaire, le non-respect de l'époux des autres droits obligatoires, le mauvais traitement de l'époux au point où la vie devient insupportable, les maladies sexuellement transmissibles graves de l'époux qui mettent l'épouse en danger.



Art. 1105
Dans les relations entre époux, la direction de la famille incombe à l'époux.

Art. 1108
Si l'épouse refuse sans motif légitime de remplir ses devoirs conjugaux, elle ne sera pas en droit de recevoir de pension alimentaire.

Art. 1043

Le mariage d'une fille vierge, même si elle a atteint l'âge de la puberté, est soumis à l'autorisation de son père ou de son grand-père paternel. Si le père ou le grand-père paternel refuse injustement de donner son autorisation, celle-ci est nulle pour autant que la fille obtienne l'autorisation du tribunal civil spécial. Le tribunal exigera que l'époux ait été présenté en bonne et due forme, que les conditions du mariage soient respectées et que la dot soit convenue entre les parties. Le mariage devra ensuite être enregistré au bureau d'enregistrement du mariage.

Art. 1158

Un enfant né pendant le mariage a pour père l'époux de sa mère, pour autant que la cohabitation ait préexisté dans un délai de 6 à 10 mois précédant la naissance de l'enfant.

Art. 1167

Un enfant né hors mariage n'est pas rattaché au père adultérin.



Art. 1180

Un enfant mineur est placé sous l'autorité parentale de son père et de son grand-père paternel. L'enfant non émancipé ou mentalement handicapé est placé sous l'autorité parentale de son père et de son grand-père paternel si l'incapacité ou le handicap existaient déjà durant la minorité.

Art. 1181

Chacun des pères et des grands-pères a autorité parentale sur ses enfants.

Art. 1233

Une femme ne peut pas accepter une tutelle sans le consentement de son mari.



Palestine

résistances



Retrouvez ces articles dans des versions
longues et des interventions complémentaires
sur notre chantier en ligne :
www.agirparlaculture.be/palestine

culturelles

Face à la volonté des autorités israéliennes d'effacer tout ce qui peut évoquer une culture palestinienne, en quoi les outils culturels permettent-ils de résister? Il s'agit d'abord de mesurer l'étendue de cette tentative de nettoyage culturel. Puis de présenter les multiples résistances culturelles qui la contrecarrent et font exister la Palestine et les Palestinien·nes. Bien sûr en Palestine-même où une riche création culturelle et artistique tente de faire contrepoids à l'écrasement de leur identité. Mais aussi ici, en Europe, en Belgique, où s'activent artistes, collectifs et organisations culturelles pour là-aussi faire exister la Palestine dans les esprits et désamorcer la propagande du gouvernement israélien, très prégnante dans les discours politiques et médiatiques. Les outils culturels participent ainsi à réhumaniser un peuple constamment déshumanisé et « barbarisé », à lui redonner une mémoire et une capacité à se projeter. Ils servent également à documenter l'horreur et la rendre dicible: raconter la colonisation, la vie sous les bombes ou sous l'occupation, les dévastations. Et, alors qu'un génocide hyper documenté se produit à Gaza dans une effrayante indifférence, d'éveiller les consciences et mobiliser. De montrer les injustices sans désespérer.

Chantier coordonné par Aurélien Berthier & Aurélie Ghalim
Illustrations (sauf mentions contraires): Maisara Baroud
www.instagram.com/maisarart
Voir notre Reflets dédié au travail de cet artiste gazaoui:
www.agirparlaculture.be/encore-vivant

d'ici et de là-bas



LÈILA SHAHID

Les bombardements israéliens à Gaza ciblent aussi la culture. En plus de provoquer la mort de dizaines de milliers de civils et la destruction de leurs habitations, les bombes réduisent aussi en poussière le riche patrimoine architectural de cette ville antique, ainsi que tous les lieux où la culture peut se développer : centres culturels, bibliothèques, universités, etc. De nombreuses figures culturelles palestiniennes ont aussi délibérément été prises pour cible et tuées par l'armée israélienne. Nous avons demandé à Leïla Shahid, ancienne déléguée générale de Palestine en France et à Bruxelles, son avis sur ces destructions qui n'ont aucune valeur militaire et qui s'inscrivent dans un projet de destruction de la Palestine et de son peuple beaucoup plus large. Et également de nous éclairer sur la manière dont la résistance culturelle peut faire face à toutes les tentatives d'effacement.

**« Ce qui sauve
la Palestine de la
tentative d'effacement,
c'est notre résistance
culturelle »**

■ Entretien réalisé les 17 & 18 septembre 2024.

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

Il y a 10 ans, lors de notre dernier entretien, vous disiez de Gaza : « On veut en faire un genre d'Atlantide qu'on espère voir un jour sombrer dans la mer ». Bombardée massivement depuis presque un an par l'armée israélienne, Gaza est-elle aujourd'hui en train de sombrer ?

C'était le rêve de l'ancien premier ministre israélien Itzhak Rabin qui espérait, je cite, « voir sombrer Gaza dans la Méditerranée ». Pourquoi tant de crainte quant à ce territoire ? Parce que Gaza a toujours été le berceau et le cœur battant de la révolution palestinienne. Elle est peuplée principalement de réfugiés issus des alentours, de tous ces villages dynamités par les Israéliens en 1948 du *Ghilaf Gaza* qu'on nomme aujourd'hui l'« enveloppe de Gaza », et qui se trouvent à présent en Israël. Or, ce sont précisément les réfugiés qui mènent toutes les luttes en Palestine. La révolution palestinienne n'est pas une révolution d'intellectuels ou de la petite bourgeoisie. Elle émane des 700 000 personnes qu'on a mises à la porte en 1948 – 530 villages ont été totalement annihilés – et qui sont aujourd'hui six millions ! En Palestine, la révolution est toujours initiée depuis les camps de réfugiés. Des réfugiés qui pour la plupart sont des paysans arrachés à leur terre et qui conservent un attachement viscéral à celle-ci : ils résistent donc avec toutes leurs tripes. Israël a bien compris que c'est de Gaza la révolutionnaire, la plus militante, la plus misérable aussi, que proviendra l'étincelle. Et que reviendra toujours la rébellion.

Faire sombrer Gaza, c'est malheureusement ce qu'ils mettent en pratique aujourd'hui. Tout semble indiquer qu'ils préparent le retour des colonies et son annexion à Israël en suivant les directives des plus ultras des sionistes religieux suprémacistes juifs qui font partie du gouvernement actuel comme Bezalel Smotrich ou Itamar Ben-Gvir. C'est comme ça qu'il faut comprendre les expulsions de la population ballottée de « zones sûres » en « zones sûres » (et pourtant bombardées) autant que les destructions systématiques d'infrastructures. Car ils détruisent tout. Hôpitaux, écoles, et cimetières... Ils ont même arraché les fils électriques et retourné les égouts, ce qui cause une épidémie de polio car les gens vivent littéralement dans les excréments. On est bien au-delà de la destruction des tunnels et l'élimination de militants du Hamas. Ils sont tout simplement en train de se débarrasser de la population et de réaménager l'espace en vue de l'annexer et de le rebâtir pour eux.

D'autant que c'est un espace stratégiquement important qui communique avec l'Égypte, qui donne directement sur la Méditerranée, Chypre notamment. Ça pourrait donc être l'occasion pour Israël d'ouvrir un port qui permettrait de commercer avec toute l'Europe et jusqu'aux États-Unis. Mais aussi de s'appropriier les gisements sous-marins de gaz et de pétrole présents dans les eaux territoriales palestiniennes.

On est donc loin de la guerre de « vengeance », de la « punition » que Netanyahu met en avant suite au 7 octobre – et qui joue sur le sentiment des Israéliens bouleversés, à raison, par l'horreur et la barbarie de ces attaques –, mais plutôt dans le cadre d'une stratégie d'extension de l'occupation et de la colonisation qui profite de ce sentiment de colère après le 7 octobre.

Le vrai but de cette guerre, c'est donc de faire fuir ses habitants et d'y faire revenir les colonies ?

Ben-vir, Smotrich et Netanyahu, portés par une idéologie suprémaciste, nationaliste et raciste affirmant que cette terre n'appartient qu'au peuple juif, sont persuadés qu'ils vont réussir à mettre à la porte une grande majorité des habitants de Gaza et récupérer ce territoire. Et pas que Gaza d'ailleurs. Leur obsession, c'est de faire partir le plus grand nombre de Palestiniens pour que tout le pays soit uniquement peuplé par des Juifs. En 2018, le gouvernement israélien a fait voter la « loi de l'État-nation » à la Knesset disant que le seul peuple qui a le droit à l'auto-détermination en Israël, c'est le peuple juif. Il faut rappeler que 20% des citoyens israéliens ne sont pas juifs. Quid des 2,1 millions de Palestiniens d'Israël qui vivent donc dans une situation d'Apartheid de fait ? Ils n'ont qu'à s'en aller disent-ils... Israël s'attaque aussi aux camps de réfugiés en Cisjordanie comme Jénine, Tulkarem ou Balata pour qu'ils partent.

S'ils veulent un État, disent les suprémacistes israéliens, qu'ils aillent le faire de l'autre côté du Jourdain ! Et après, ils vont recréer sur ces territoires de nouvelles colonies. Car la colonisation, c'est l'arme d'appropriation de la terre. Jérusalem-Est est déjà quasiment entièrement colonisée par exemple. Ce qu'Ilan Pappé appelle « le plus grand nettoyage ethnique du siècle » ne se limite pas au moment de la Nakba en 1948, il se poursuit jusqu'à aujourd'hui.

Avant la guerre, Gaza contenait non seulement des bijoux architecturaux propres aux villes antiques, mais elle était aussi un lieu de création contemporaine palestinienne foisonnant. Pouvez-vous nous en parler ?

Il faut se rendre compte que le passé et le patrimoine de Gaza sont presque plus riches que celui de Jérusalem et de Cisjordanie avec des vestiges qui datent de l'âge de Bronze et de nombreux sites historiques musulmans ou byzantins qu'avait remarquablement décrits Jean-Pierre Filiu dans son *Histoire de Gaza*. C'était une ville très sophistiquée, un point focal entre l'Afrique du Nord, Istanbul, Pétra et sur le chemin du commerce des épices ou de vins... Tout a été bombardé : les mosaïques, les palais, les églises, les mosquées, les sites archéologiques fouillés par l'École biblique et archéologique française de Jérusalem...

Léila Shahid voulait profiter de cet entretien pour rendre hommage à Naïm Khader, premier représentant de la Palestine en Belgique, assassiné à Bruxelles en 1981.

J'ai tellement aimé Gaza. Chaque fois que je passais en Palestine, mon premier réflexe était de m'y rendre car c'est un espace extrêmement riche en culture. J'adorais sentir l'énergie et le bouillonnement créatif qui s'y produisait. C'était un *hub*, un lieu très productif en matière non matérielle littéraire, journalistique, artistique, musicale, cinématographique... Les Français vont d'ailleurs rapidement y ouvrir un institut culturel très actif. Évidemment, il a été bombardé par les Israéliens [Le 3 novembre 2023 NDLR] comme tous les lieux de créations ou de diffusions de culture, les universités, les bibliothèques...

**La réalisatrice gazaouie
Bisan Owda, réagissant à la destruction
de la bibliothèque publique de Gaza
le 29 novembre 2023, disait : «*Maintenant,
nous n'avons littéralement plus rien.
Le futur est inconnu, le présent est
détruit et le passé n'est plus notre passé...
Les Israéliens sont en train d'essayer de
nous détruire en profondeur*». Est-ce qu'il
y a une volonté de l'armée israélienne
de détruire la Palestine en profondeur ?
De leur faire perdre toutes leurs
boussoles et de propager un désespoir
profond au sein de la population en s'en
prenant à la culture ?**

Il y a plus qu'une volonté, il y a une stratégie établie depuis 1948. Depuis le début, le projet sioniste, c'est non seulement l'occupation du territoire, le siège économique, l'accaparement de nos ressources naturelles, la répression contre un mouvement de libération nationale et l'arrestation de milliers de personnes, mais ce que le colonisateur veut également détruire, c'est le tissu social palestinien. C'est-à-dire sa mémoire, ses outils d'expression culturelle, son archéologie... Effacer sa culture et son histoire. Bref, tout ce qui fait d'un peuple un peuple. Pourquoi ? Pour *in fine* pouvoir dire qu'il n'y a pas de peuple palestinien. Pour pouvoir réaffirmer qu'Israël serait «une terre sans peuple pour un peuple sans terre». Qu'il n'y a que des réfugiés arabes ou des Bédouins qui se promènent de désert en désert ! Des populations qu'on appellera bientôt «les communautés palestiniennes».

Et pour réaliser tout cela, ils doivent effectivement en faire une terre sans peuple. Non seulement empêcher qu'on identifie, qu'on ait une image mentale de l'humanité de celles et ceux qui y habitent (et regardez encore aujourd'hui à Gaza, il est toujours interdit aux journalistes d'entrer, on ne voit pas les Palestiniens dans les médias). Mais également effacer leur mémoire, interdire leurs expressions culturelles, en faire en quelque sorte des corps sans âmes, sans passé, et donc sans avenir.

Et d'ailleurs, parmi les innombrables destructions, il y a eu une attention particulière de l'armée israélienne à détruire de nombreuses archives, y compris les archives municipales. C'est-à-dire qu'ils ont détruit l'ensemble des documents d'état civil des 2,4 millions d'habitants de Gaza : leurs noms, leurs liens familiaux ou conjugaux, ceux de leurs parents, ce qu'ils possèdent ! C'est catastrophique évidemment pour l'avenir de la population. On crée une situation incommensurable de complexité pour les gens, ne serait-ce que pour savoir qui peut hériter de quoi. Il faut être le dernier des idiots pour ne pas y voir une stratégie réfléchie pour y rendre toute vie impossible !

**Pourquoi s'en prendre autant
à la culture qui n'a pourtant pas de valeur
sur le plan militaire ?**

Parce qu'ils ont compris que produire de la culture, c'était résister. Qu'on ne vivait pas seulement d'eau fraîche et de pain, mais aussi d'expressions culturelles.

Notre combat avec les Israéliens, c'est celui d'exister en tant que tel, en tant que peuple. Parce que sans culture, il n'y a pas d'identité, il n'y a pas d'humanité. Il nous faut donc sans cesse amener notre humanité, réaffirmer qu'on est comme tous les peuples du monde, qu'on a des rêves, des cauchemars, qu'on crée des poèmes, des romans, des films, des peintures... Et les Israéliens font tout pour qu'on n'en ait pas. En détruisant les conditions objectives de la production culturelle, ils tentent aussi de détruire la culture immatérielle. Ils font les deux.

La vraie nature du combat palestinien actuel, ce n'est donc pas un combat pour un drapeau, des frontières, un gouvernement, ou plus de richesses. C'est un combat *existentiel* pour rester un peuple. L'expression culturelle est la condition *sine qua non* de l'existence humaine. Et ce qui nous sauve de cette tentative d'effacement jusqu'à présent, c'est notre résistance culturelle.

**À côté du nettoyage ethnique
en cours depuis 1948, il y a donc aussi
une tentative de nettoyage culturel ?**

Exactement. Illan Pappé nous a montré dans son livre sur le nettoyage ethnique de la Palestine comment les Israéliens ont fait en sorte de faire partir les gens. Une fois les gens partis, la première chose qu'Israël a fait, c'est de changer les noms des villes et villages qu'ils n'avaient pas pulvérisés et qu'ils se sont appropriés en leur donnant des noms hébreux. Pourquoi ce besoin d'effacer ? Le projet sioniste c'est d'effacer la Palestine, d'effacer la culture palestinienne jusqu'aux noms des villes.

Ils ont aussi tenté de faire disparaître notre langue puisque les Palestiniens d'Israël, ceux qui sont restés après la Nakba, apprennent à l'école uniquement en Hébreu. Et d'ailleurs, un des grands combats du milieu littéraire palestinien, ça a été de ramener la langue arabe aux Palestiniens d'Israël. Le poète palestinien Mahmoud Darwich y a contribué

en s'exprimant en Arabe, langue qu'il a dû lui-même se réapproprier et à travers son immense production humaine, littéraire et poétique universelle. C'est son ami et mentor Émile Habibi, écrivain, mais aussi militant communiste et rédacteur en chef du journal de gauche arabophone *Al-Ittihâdde* (il sera aussi élu de la Knesset), qui avait en quelque sorte tracé la voie de cette résistance culturelle fondamentale centrée sur la réappropriation de sa langue. Ce combat culturel et éminemment important pour tous les peuples dont on essaye de nier l'existence.

Qu'est-ce que cette résistance culturelle a permis à côté du travail diplomatique que vous avez également mené en tant que représentante de la Palestine en Europe ?

Parler de la culture palestinienne vaut toutes les diplomaties. J'ai travaillé 34 ans comme représentante du peuple palestinien. Qu'avons-nous réussi nous les diplomates ? Rien du tout. Parce que le rapport de force est tellement déséquilibré, que si Israël dit non, ce sera non quoi qu'on dise ou qu'on fasse. Mais au niveau culturel, on a en revanche réussi. Car les Palestiniens ont bien compris que cette résistance culturelle était plus importante que les balles de kalachnikovs qui ne servent à rien face à une puissance nucléaire.

La résistance culturelle, c'est tout simplement la réaction à la destruction de la culture. À l'origine, il n'y avait pas nécessité de résistance. Il y avait des poètes, des historiens, des photographes, etc. en Palestine. Ce n'était pas de la résistance, c'était de l'expression culturelle. C'est devenu une forme de résistance le jour où les Israéliens ont décidé d'écraser notre culture en même temps que de dégager les Palestiniens.

C'est comme dans le théorème d'Archimède : tout corps plongé de bas en haut entraîne une résistance. Plus on tente de l'effacer, plus la culture est active. Et de fait, la Palestine a une production artistique et culturelle extrêmement riche et prolifique, qui équivaut à celle de pays quatre fois plus grand. On se demande comment ça se fait qu'il y ait tellement d'auteurs, de Mahmoud Darwich à Karim Kattan. De cinéastes, de Michel Khleifi à Elia Suleiman, d'artistes, du peintre Ismaïl Shammout jusqu'aux installations contemporaines de Taysir Batniji et Mona Hatoum. Ce peuple a une vitalité, des ressources, une contribution à la culture mondiale très importante. Et ça, personne ne peut l'empêcher, rien ne peut le réprimer totalement. Même l'occupation. On peut même le faire en prison comme Walid Daqqa, enfermé depuis 38 ans et mort il y a quelques mois : il a écrit et fait publier de magnifiques romans et recueils de poésie depuis sa cellule.

Comment se fait-il qu'on ait une si riche production culturelle ? Parce que c'est la forme de résistance qu'on a trouvée pour *exister* avec dignité, *exister* comme partie d'une universalité. Pour lutter contre le déni

de son identité et exprimer sa subjectivité. Sans dimension culturelle, on n'est qu'une « communauté ». Mais quand on dispose d'une culture vivante et forte, on est bien un peuple.

Dans les médias occidentaux, les morts palestiniens sont bien souvent résumés à des chiffres. Est-ce que c'est un des rôles du monde culturel de documenter, de faire le récit, de mettre en histoire ces morts abstraits ?

Il y a en effet une volonté politique de faire de nos morts des chiffres. La presse ne le fait pas par erreur, mais parce qu'il y a un déni, un refus de connaître les détails et de comprendre les situations historiques plus précisément. Il y a des morts qui semblent plus compter, qu'on recontextualise, pour lesquels on fait des portraits, dont, en somme, on fait des êtres humains au-delà des chiffres. Je pense aux morts de civils ukrainiens ou israéliens. Mais pour les Palestiniens, dans les grands médias occidentaux, on en reste bien souvent aux chiffres. Des chiffres d'ailleurs effrayants. On compte à Gaza au moins 41 000 morts dont plus de la moitié sont des enfants. Et peut-être 100 000 blessés, estropiés, amputés... Pour la revue *The Lancet*, il y aurait même 186 000 morts.

Bien sûr, il faut mettre en récit ces morts, les rendre tangibles et visibles, les faire exister aux yeux du monde et c'est un des rôles de l'art et la culture. Mais il s'agit aussi de faire exister les vivants. La romancière syrienne Samar Yazbek, en exil après avoir été menacée par le régime syrien pour sa participation au printemps syrien, prépare actuellement un livre basé sur des entretiens qu'elle a réalisés avec des habitantes de Gaza. Elle a recueilli leurs récits depuis le poste-frontière de Rafah, à la frontière entre l'Égypte et Gaza, et réalise un portrait sensible de ces femmes, qui sont souvent aussi des mères. C'est une manière de leur donner une existence. D'obliger le monde à les *considérer*.

Au fur et à mesure de notre lutte, on a compris que le récit de vie était plus important que l'analyse géostratégique. Car c'est le récit poétique – sous toutes ses formes, littéraires, cinématographique, picturales... – de ce qu'on a vécu ou de ce dont on a été témoin (Jean Genet par exemple dans *Un captif amoureux*), qui raconte la vraie vie, la vraie identité, le vrai combat, la vraie mémoire de ce peuple. Les récits, autobiographiques ou puisant dans l'imaginaire, écrits par des Palestiniens se sont multipliés ces dernières années. Ce n'est pas un hasard. Car les Palestiniens ont enfin compris que la meilleure réponse à la tentative de leur effacement, de leur déshumanisation, de leur déculturation, c'est de faire toujours plus de culture.

Génocide culturel et résistances en Palestine

PAR MARIANNE BLUME*

À l'heure où Israël commet un génocide dans la bande de Gaza, parler de génocide culturel peut paraître déplacé. Il n'en est rien. Depuis 76 ans, Israël s'efforce d'effacer les Palestinien·nes. Or l'un des meilleurs moyens d'anéantir un groupe, une communauté ou un peuple, c'est de détruire ou, du moins, de porter gravement atteinte à son patrimoine culturel. Le juriste polonais Raphaël Lemkin, qui a forgé le terme de génocide, avait d'ailleurs proposé une composante culturelle au génocide qui n'a pas été reprise dans la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*. Depuis 1948, Israël cherche à éliminer la présence palestinienne sur le territoire. En 1948-49, il a expulsé près de 800 000 Palestinien·nes. Depuis, il tente d'effacer l'existence des Palestinien·nes y compris par le vol de leur héritage culturel. Les Palestinien·nes résistent.



*Membre de l'Association Belgo-Palestinienne.

MODIFICATION DE LA CARTE GÉOGRAPHIQUE

Après la guerre de 1948, l'expulsion de deux tiers de la population palestinienne et la création d'Israël, une commission est mise en place pour judaïser le territoire de l'État. Près de 615 villes et villages palestiniens sont détruits et disparaissent de la carte¹. Pour le reste, Ben Gourion déclare à la commission : « Nous sommes obligés de supprimer les noms arabes pour des raisons d'État. » Dont acte.

Autrement dit, les Palestiniens sont déracinés de la carte qui perd la marque de leur présence. Non content d'avoir détruit la communauté et le patrimoine culturel de ces villes et villages, l'État d'Israël les éradique pour faire place à sa narration : « une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». Le processus actuel de judaïsation de Jérusalem-Est suit le même chemin : par exemple, des noms des rues sont modifiés et les habitant·es palestinien·es de la Vieille ville, devenus de simples résident·es (pas des citoyen·es) après 1967, se retrouvent dans un chez eux qui nie leur présence ancestrale.

L'élimination de la Palestine ne s'arrête pas là puisqu'on a vu le premier ministre israélien Netanyahu montrer, lors d'un point presse en septembre 2024, une carte où la Cisjordanie occupée est partie intégrante d'Israël. Exit ce territoire palestinien qu'Israël nomme d'ailleurs de noms bibliques (« Judée » et Samarie) pour le soustraire à l'ancrage palestinien dans la région. Il faut dire que depuis longtemps déjà, les cartes officielles du gouvernement n'indiquent pas la ligne verte – à savoir la ligne de démarcation établie après la guerre israélo-arabe de 1948-49 qui sert de démarcation entre Israël et le territoire palestinien.

CONFISQUER LA CULTURE ET L'HISTOIRE

La guerre de 1948 s'est accompagnée de pillages et de vols organisés. Comme en témoigne le documentaire *The Great book robbery*, réalisé par Benny Brunner en 2012, des unités spéciales ont été chargées de ramasser les livres et documents dans

les maisons dont les Palestiniens avaient été chassés, dans les bibliothèques ou archives. Tous ces livres (près de 70 000), classés dans la catégorie « propriété des absents », se retrouvent aujourd'hui dans diverses bibliothèques et ne sont consultables que par des Israélien·es. Pour l'historien Ilan Pappé le but est clair : mettre en échec le récit palestinien. Privés de ces livres et documents, les Palestiniens sont en effet dépossédés d'une partie de leur histoire et de leur culture.

Depuis 1948, les réfugié·es palestinien·es avaient établi une base de documents florissante au Liban concernant leur activisme et leur résistance à l'occupant. Deux de ces archives, le Centre de recherche sur la Palestine et les Archives du film palestinien, étaient situées à Beyrouth. En juin 1982, Israël envahit Beyrouth et s'empare des archives de ces deux institutions palestiniennes. Les documents saisis comportaient des livres, des articles, des documents, des microfilms, des manuscrits, des cartes, des affiches, des photographies, des journaux et divers clips cinématographiques et photographiques. Ils n'ont évidemment pas été restitués.

Cette politique de dépossession du patrimoine est toujours à l'œuvre. En janvier 2024, l'armée, agissant pour le compte de l'Autorité des Antiquités d'Israël, a ainsi volé des artefacts dans un entrepôt archéologique de la bande de Gaza². Autre exemple, en Cisjordanie, des fonds baptismaux datant de l'époque byzantine ont été dérobés par l'armée dans le village de Tequa³. En dépouillant les Palestiniens de leur patrimoine historique, Israël tente de les gommer de l'Histoire et entrave le travail des historien·es et archéologues palestiniens.

Effacer l'autre passe aussi par la destruction pure et simple des bibliothèques, des monuments, des musées, des centres culturels, des lieux de cultes et des sites. C'est le cas avéré à Gaza où rien n'a été épargné⁴.

Comme l'écrit Yara Hawari⁵ : « Le projet colonial de peuplement d'Israël ne consiste pas simplement à chasser les

Palestiniens du présent en les forçant à quitter leurs maisons et en créant des conditions de vie invivables. Il s'agit également de les effacer de l'histoire de la terre de la Palestine historique dans le but de leur refuser toute prétention à la souveraineté et à l'indigénéité. »⁶

MANGER LA PALESTINE

Sans vergogne aucune, dans les livres de cuisine ou dans les annonces touristiques, les falafels sont revendiqués comme plat national⁷. Pour expliquer la présence de ce mets typiquement moyen-oriental dans la cuisine israélienne, la doctrine officielle est qu'il a été popularisé dans les années 1950 par les immigrants juifs yéménites⁸. Or les falafels sont partie intégrante du répertoire culinaire traditionnel palestinien. Notons que d'autres plats typiquement moyen-orientaux et donc palestiniens sont aussi accaparés : ainsi on parle de « houmous israélien » et de « salade israélienne ».

Que les cuisines se mélangent est évidemment naturel, mais que les apports de l'une soient occultés pose problème et fait réagir les Palestiniens pour qui il s'agit d'un vol destiné à prouver l'indigénéité des Israélien·es et à consolider ainsi leur légitimité au détriment de la population autochtone.

DÉSHABILLER LA PALESTINE

Pour les Palestiniens, la broderie est, avec sa signification symbolique, un drapeau culturel et national⁹. Or, en 2020, quand Israël accueille le concours de Miss Univers, l'organisateur habille les candidates en tenues traditionnelles palestiniennes, présentées comme relevant de la culture bédouine israélienne ! Une appropriation pure et simple réitérée par des créateurs israéliens qui utilisent les motifs de broderie palestiniens dans des lignes de vêtements, sur des chaussures, dans des bijoux, en les revendiquant comme israéliens. Évacué l'héritage palestinien autochtone.

DÉRACINER LA PALESTINE

S'il est un arbre symbolique de la Palestine, c'est bien l'olivier. Outre son importance économique, il incarne la résistance et l'enracinement des Palestiniens dans leur terre occupée par Israël. Il est un élément essentiel de

la culture paysanne palestinienne : depuis son entretien jusqu'à la cueillette des olives et à la fabrication de l'huile, il réunit les familles et les communautés avec toute une série de gestes, de chants et de techniques traditionnelles. Il est présent dans les peintures et la littérature. Il dit par son ancienneté l'existence d'un peuple sur sa terre. L'olive et son arbre, en raison de leur profonde signification historique, sont des éléments importants de la culture palestinienne, étroitement intégrés dans le tissu des vêtements des femmes palestiniennes ou dans le keffieh. Pour le peintre renommé, Sliman Mansour, « *L'olivier rappelle la ténacité du peuple palestinien qui peut vivre dans les circonstances les plus difficiles* ». Pour le peintre, céramiste et sculpteur palestinien Nabil Anani, il est un symbole national et artistique.

Or, depuis 1967, au moins 800 000 arbres ont été déracinés, brûlés ou détruits par les autorités ou les colons israéliens. Par ailleurs, depuis l'occupation militaire israélienne de la Cisjordanie, les colons et les autorités israéliennes volent les oliviers palestiniens et les transfèrent pour les replanter dans les colonies et les grandes villes israéliennes. C'est ainsi qu'un olivier centenaire volé orne aujourd'hui l'entrée de la colonie de Ma'aleh Adumim¹⁰.

L'olivier est comme une tache palestinienne indélébile dans le paysage pour Israël. Aussi, « *Quand il n'est pas possible d'effacer complètement les symboles palestiniens comme l'olivier, les Israéliens tentent de se l'approprier* »¹¹. Ainsi, en 2002, une « route de l'olivier » est créée : elle guide les touristes « *sur les traces des anciens pressoirs et hauts lieux de l'oléiculture, présentés comme israéliens* », tandis qu'un festival de l'olivier est organisé au nord d'Israël.¹²

RÉSISTANCE, À LA CARTE

On l'aura compris à partir de ces quelques exemples, Israël se construit essentiellement contre la population qui habitait le territoire avant elle. Le nettoyage ethnique des Palestiniens en 1948 et la destruction de la Palestine historique se sont accompagnés d'une politique constante d'expulsion des Palestiniens du paysage physique comme du paysage historique et culturel.

Malgré l'occupation et les moyens de l'État d'Israël, dans chacun des domaines concernés, les Palestiniens ont cherché à contrer leur effacement et à affirmer leur existence.

Aux cartes de géographie israéliennes, les Palestiniens opposent leurs cartes, que ce soit simplement dans les maisons sous forme d'une broderie ou d'un tableau reprenant les noms des villes et villages de la Palestine historique ou, plus scientifiquement, sous forme de carte historique des villages détruits par l'historien Walid Khalidi ou de carte actualisée du territoire palestinien colonisé par le géographe-cartographe, Khalil Tafakji. Si les noms des lieux et des villages ont été hébraïsés pour être oubliés, chaque réfugié palestinien garde le nom de son village d'origine et le transmet à ses enfants. Des sites, comme *Palestineremembered*¹³, permettent à tout un chacun de retrouver son village d'origine et d'en connaître l'histoire. Ce qui est d'autant plus précieux qu'Israël ne permet pas aux réfugiés de Cisjordanie ou de Gaza de visiter le village ou la ville de leurs aïeux.

Mais la résistance peut aller plus loin. Des Palestiniens d'Israël mènent des actions directes : ils retournent dans leur village détruit, y organisent des camps pour les jeunes et en plus, y assurent une occupation en vivant sur place pendant les vacances. Des fêtes ou des enterrements y sont organisés¹⁴. Le but de ces réoccupations est de reconnecter les jeunes à leurs racines et de se retrouver « chez soi » avec les autres habitants du village. Ce que les autorités israéliennes tentent d'empêcher.

RÉSISTANCE PATRIMONIALE

Sitôt signés les Accords d'Oslo, les démarches de patrimonialisation – projet ou création de musées ethnographiques ou de la mémoire, réhabilitation de centres urbains anciens, ouverture de chantiers archéologiques, etc. – se sont multipliées. Un État palestinien devait naître et il se devait de soigner son patrimoine historique et culturel, porteur de l'identité culturelle palestinienne. À Hébron comme à Bethléem, l'Autorité palestinienne a mis en place des comités de réhabilitation du patrimoine focalisés

sur le centre-ville. À Naplouse, la municipalité créée en 1995 un département pour la réhabilitation de la vieille ville, qu'elle installe dans le centre historique. La municipalité de Ramallah définit la protection du patrimoine culturel comme l'un des six objectifs prioritaires en 2010.

Néanmoins, dès avant les Accords d'Oslo, faute d'un État palestinien, des acteurs privés et associatifs en lien direct avec les municipalités avaient pris en charge le patrimoine. Dont notamment l'ONG Riwaq qui a produit en 2005 un inventaire des bâtiments traditionnels et qui restaure des édifices anciens avec la volonté de les voir de nouveau utilisés. Dont aussi l'ONG Welfare Association qui a notamment aidé à la revitalisation de la vieille ville de Jérusalem en 2015 et a soutenu le projet de réhabilitation de Naplouse.

Par ailleurs, pour résister au rouleau compresseur israélien, la Palestine, qui avait fait une demande d'adhésion à l'UNESCO en 1989, voit sa candidature acceptée en 2011. Dès lors, trois sites ont pu jusqu'à présent être inscrits sur la liste du patrimoine mondial et celle du patrimoine en péril : l'Église de la nativité et la route de pèlerinage à Bethléem, le village de Battir et la vieille ville d'Hébron. Maigre protection puisque Smotrich, le ministre des Finances et à la tête de l'administration des colonies israéliennes, a décidé en août 2024 d'implanter une colonie au milieu du site protégé de Battir.

Enfin, en 2021, la Palestine a pu inscrire la broderie au patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO et protéger ainsi l'héritage palestinien.

RÉSISTANCES CULTURELLES

En dépit de l'occupation, en dépit des atteintes à leur culture, les écrivains et artistes palestiniens font vivre la Palestine¹⁵. Le rôle de l'artiste en temps de guerre ou de lutte a toujours été difficile. Il y a ceux qui s'engagent par leur art pour une cause et ceux qui évitent l'engagement. Néanmoins, pour la plupart des acteur-trices de la vie culturelle, la culture est outil de résistance et d'affirmation identitaire face à l'occupation israélienne. Comme en conviennent à la fois l'écrivain et militant, Mohammed al-Kurd et

« En dépit de l'occupation, en dépit des atteintes à leur culture, les écrivain·es et artistes palestinien·nes font vivre la Palestine. »

Le plasticien, Taysir Batniji, sitôt qu'un·e artiste palestinien·ne reflète sa réalité personnelle, il/elle est automatiquement d'une certaine manière porte-parole de la Palestine. Si la nouvelle génération refuse l'embrigadement, de par même son inscription dans la réalité quotidienne, elle témoigne de manière directe ou indirecte de la vie des habitant·es de la Palestine sous occupation et fait vivre l'identité palestinienne sous des formes nouvelles.

Les centres culturels, les théâtres, les musées, les galeries d'art sont nombreux aussi bien en Cisjordanie avec Jérusalem qu'à Gaza (avant le génocide actuel). Si certains endroits sont fréquentés par une élite intellectuelle ou bourgeoise, il y a une réelle volonté d'ouvrir la culture à un large public. C'est le cas par exemple

du Theater for Everybody de Gaza, du Freedom Theatre de Jénine ou du Yes Theatre d'Hébron dont la particularité est d'adresser aussi les problèmes de la société palestinienne. La production artistique en général n'obéit pas à une politique dictée par un parti ou une autorité, d'où sa richesse mais aussi sa vulnérabilité aux critiques internes.

Que ce soit la littérature, le théâtre ou le cinéma, la danse ou la musique, la peinture ou la sculpture, tous les domaines de l'art sont investis. Le simple fait pour un acteur·trice ou un·e artiste d'être reconnu·e internationalement comme palestinien·ne suffit à affirmer l'existence de la Palestine. C'est ainsi qu'avec ses films, la Palestine fait une intrusion remarquée dans les festivals, à Cannes

comme à Venise, et poussent les vedettes présentes à prendre position¹⁶. La vitalité du cinéma palestinien est extraordinaire si bien que de plus en plus de films atteignent le public occidental. Le pari de rendre la Palestine visible est donc réussi.

Que ce soit par la danse ou la musique, la volonté exprimée par les acteurs est de faire entrer la Palestine dans le monde sous un visage différent. Ainsi, pour les responsables de l'ONG Al-Kamandjati, par la musique, « *le peuple palestinien peut transmettre sa culture, promouvoir son identité et faire en sorte que les autres peuples du monde le reconnaissent en tant que nation* ». ¹⁷

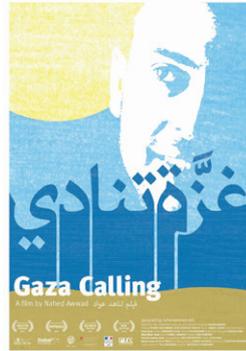
En réalité, le peuple palestinien résiste par tous les moyens à l'anéantissement voulu par Israël. En dépit des tentatives d'Israël de s'accaparer de son patrimoine, avec la culture pour arme, il a réussi à affirmer et à faire reconnaître son existence loin des clichés véhiculés par les médias. Néanmoins, le génocide perpétré par Israël à Gaza montre que, sans solution juste et durable, le risque est toujours là d'une disparition forcée, par les armes.

1. Voir www.de-colonizer.org/carte-en-francais
2. Palestine Chronicle Staff, « Israeli Forces Display Stolen Gaza Artifacts in Knesset - Reports », *The Palestine Chronicle*, 24/01/2024 - www.palestinechronicle.com/israeli-forces-display-stolen-gaza-artifacts-in-knesset-reports
3. Dima Srouji, « Israel's army of archaeological looters », *+972 Magazine*, 1/10/2020 - www.972mag.com/archaeology-looting-israel-army
4. Marianne Blume, « Le versant culturel du génocide à Gaza », *Bulletin Palestine*, n°100, p. 24 - www.association-belgo-palestinienne.be/wp-content/uploads/2024/07/www_PALESTINE_100-1.pdf
5. Membre de « Al Shabaka », un groupe de réflexion indépendant de Palestine (www.al-shabaka.org).
6. Yara Hawari, « Unearthing occupation: Israel's archaeological war on Palestinian cultural heritage », *The New Arab*, 18/03/2022 - www.newarab.com/analysis/israels-archaeological-war-palestinian-cultural-heritage
7. Voir cet article publié sur le site israélien Aurora « Falafel: cinq faits que vous ne connaissiez peut-être pas » - www.aurora-israel.co.il/fr/falafel-cinco-datos-que-quizas-no-sabias
8. Voir « Israël a-t-il un plat reconnu universellement comme national ? » - publié sur le « site officiel de la chambre de commerce France-Israël » - www.israelvalley.com/2022/05/26/cuisine-israel-a-t-il-un-plat-reconnu-universellement-comme-national
9. « La broderie palestinienne, avant et maintenant », *Charleroi pour la Palestine*, 4/12/2020 - www.charleroi-pourlapalestine.be/index.php/2020/12/04/la-broderie-palestinienne-avant-et-maintenant traduction de Jean-Marie Flémal de l'étude de Jeni Allenby, « Re-inventing cultural heritage: Palestinian traditional costume and embroidery since 1948 », University of Nebraska - Lincoln, 2002.
10. www.facebook.com/PalinfoEN/photos/800-year-old-olive-tree-was-uprooted-by-settlers-from-of-al-walaja-village-in-be/2248634708489318/
11. Quentin Raverdy, « Israël-Palestine : la guerre des olives », *Le Point*, 02/12/2013 - www.lepoint.fr/monde/israel-palestine-la-guerre-des-olives-02-12-2013-1763897_24.php
12. Sue Surkes, « L'olivier désigné arbre national pour marquer Tu Bishvat », *The Times of Israël*, 29/01/2021 - <https://fr.timesofisrael.com/olivier-designe-arbre-national-pour-marquer-tu-bishvat/> - Le Fonds national juif, qui jusque-là avait planté majoritairement des pins pour cacher des villages palestiniens détruits, finance, depuis 2021, la plantation d'oliviers en Israël et l'olivier est déclaré « arbre national ».
13. www.palestineremembered.com
14. Nadim Nashef, « Palestinian youth assert right of return with direct action », *The Electronic Intifada*, 11/09/2013 - www.electronicintifada.net/content/palestinian-youth-assert-right-return-direct-action/12760
15. Il est évidemment impossible ici de citer tous les artistes dans les divers domaines. Le mieux est de se reporter au site de l'Agence média Palestine - www.agencemediapalestine.fr
16. Comme l'a fait par exemple l'actrice Cate Blanchett qui a monté les marches du festival de Cannes vêtue d'une robe aux couleurs du drapeau palestinien.
17. Pauline Bosredon, Sophie Graverre, Marie-Thérèse Grégoris & Anissa Habane, « Art et culture à Ramallah dans les Territoires palestiniens occupés : Entre patrimoine, revendications politiques et développement territorial », *Belgeo*, 19/12/2014 - <https://journals.openedition.org/belgeo/13392>

Mobiliser par le cinéma palestinien

Entretien réalisé le 23 octobre 2024.

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIE GHALIM



Initiée par des Belges et Palestiniens résidant en Belgique, la plateforme *United Screens for Palestine* est dédiée à la projection de films palestiniens. Elle a été lancée suite aux déluges d'images et de commentaires médiatiques qui ont suivi le 7 octobre et le début de la guerre génocidaire de Gaza menée par Israël. Il s'est agi pour ce collectif de diffuser en Belgique d'autres représentations de la Palestine et des Palestiniens via son cinéma, en collaboration avec diverses institutions culturelles telles que The Kitchen, le Kaaitheater ou le Cinéma Galerie. Nous avons rencontré Omar Jabary Salamenca, l'un des animateurs de ce collectif et écrivain mais aussi chercheur à l'ULB. Il revient, dans cet entretien, sur le rôle politique des images produites autour de la Palestine et sur l'importance du cinéma palestinien, d'hier et d'aujourd'hui, en tant que contre-propagande dans la lutte de libération nationale.



Illustration d'Abdel Rahman Al Muzain, circa 1985. Coll. The Kitchen, www.palestineposterproject.org



United Screens for Palestine a développé le programme «Refusing to Disappear» – qui s'adresse aux centres culturels en Belgique et ailleurs en vue d'accompagner une série de projections de films et de discussions décentralisées. Alors que le médium cinématographique s'est rapidement imposé afin de pouvoir se réunir, discuter et combattre un sentiment d'impuissance politique face à la situation en Palestine, *United Screens for Palestine* s'est constitué également pour lutter contre la répression qui s'abat sur le secteur culturel lorsque celui-ci apporte son soutien à la cause palestinienne. L'intention de *United Screens for Palestine* n'est donc pas uniquement la mise en avant de la richesse du cinéma palestinien. Il s'agit aussi pour ce collectif d'envoyer un message à l'intérieur du champ culturel et au-delà pour affirmer une position politique: être du côté des Palestinien·nes peu importe les intimidations et ce, jusqu'à la libération totale de la Palestine. Car comme l'indiquent les membres du collectif sur leur site: «*Malgré les bombes, le silence, la complicité, la déshumanisation et les tentatives d'effacer leur existence, leur passé et leur présent, les Palestiniens refusent de disparaître, ils sont là pour rester*».

En quoi le cinéma peut-il constituer une arme culturelle et un outil de résistance pour les Palestinien·nes ?

Le cinéma a toujours été un outil politique important. Il a notamment servi aux puissances coloniales et impérialistes qui possédaient alors les caméras (un outil très cher au début des années 1900) et utilisaient le cinéma à des fins propagandistes. Il s'agissait alors de créer un récit expliquant que les colons arrivaient dans des terres non occupées, sinon peuplées par des barbares à civiliser. La Palestine n'a pas échappé à ce cinéma impérialiste. Progressivement, surtout à partir des années 1940 et les premiers mouvements de décolonisation, le documentaire va devenir pour les mouvements de libération nationale un moyen très important pour pouvoir faire un contrepoids au narratif hégémonique du projet colonial et montrer toute sa violence.

En Palestine, le cinéma en tant qu'outil pour le mouvement de libération nationale a lui pris son essor dans les années 1970 avec des films tels que *Scènes de l'occupation de Gaza* de Mustafa Abu Ali ou *Femmes palestiniennes* de Jocelyne Saab. Il s'agissait d'un cinéma militant qui, à l'époque, était utilisé pour sensibiliser le public autour des luttes anticoloniales et anti-impérialistes. Ces films ont été oubliés, fragmentés ou perdus. Une grande partie de ces archives a été pillée par l'armée israélienne durant l'invasion de Beyrouth dans les années 1980. Il existe heureusement des copies des pellicules disséminées un peu partout dans le monde qu'un collectif comme Subversive Film tente de collecter.



Les affiches et photos qui illustrent cet entretien sont ceux de films palestiniens que United Screens for Palestine a montré. Plus d'infos sur ces films et l'actualité du collectif sur www.unitedscreensforpalestine.org

Quelles sont les grandes évolutions observées dans le cinéma palestinien depuis la période militante des années 1970 ?

Une des principales évolutions du cinéma palestinien, c'est bien sûr l'arrivée du cinéma de fiction dans les années 1980. Le réalisateur Michel Khleifi en a été l'un des pionniers avec, par exemple, *Noce en Galilée* sorti en 1987 et primé à Cannes. On peut aussi citer *Chronique d'une disparition* d'Elia Suleiman sorti en 1996. Il s'agit d'un cinéma poétique et plus nécessairement documentaire. Cela contraste avec la période précédente des documentaires militants et permettra de diffuser d'autres représentations de la Palestine et des Palestinien·nes auprès des publics occidentaux.

Les Palestinien·nes avaient beaucoup moins de moyens pour faire de la fiction qui demande plus de ressources que le documentaire. Et comme l'Autorité palestinienne ne considérait alors pas le cinéma comme une priorité culturelle, les Palestinien·nes ont dû se tourner vers des coproductions avec d'autres pays. La Belgique a, par exemple, joué un rôle central en la matière. Mais le problème avec ces différentes coproductions occidentales, c'est qu'un réalisateur·trice palestinien·ne peut se voir forcé·e à nuancer son propos, à modifier son projet de film afin qu'il soit plus digeste pour le public occidental c'est-à-dire qu'il soit beaucoup moins politique. Cela a pour conséquence que le projet de film ne répond plus forcément à la réalité du contexte palestinien.

Après les années 2000, il y a une prise de conscience très claire que les accords d'Oslo ne mèneront nulle part, et qu'ils ont, au contraire, servi à consolider le projet de colonialisme de peuplement israélien. Au niveau cinématographique, des initiatives palestiniennes émergent alors pour que la Palestine développe ses propres infrastructures et soit plus autonome dans sa production. On peut citer, par exemple, la création du *Palestine Film Institute*, une plateforme destinée à représenter l'industrie du cinéma palestinien, qui cherche des financements et attribue des aides aux réalisateur·trices palestinien·nes afin de réduire cette influence étrangère.

Est-ce que, selon vous, le cinéma peut contrer cette déshumanisation des Palestinien·nes à laquelle nous assistons ?

Ça nous semble central à *United Screens for Palestine* de pouvoir donner à voir des images qui soient produites par les Palestinien·nes eux-mêmes. C'est pourquoi notre programme «Refusing to Disappear» est spécialement dédié aux cinéastes palestinien·nes afin qu'ils et elles puissent partager leurs histoires pour justement contrer ces images et narratifs déshumanisants à leur endroit, emplies de clichés qui les présentent comme un peuple constamment en conflit et attiré





par la violence. Mais il s'agit aussi de proposer des récits filmiques qui aillent au-delà de ceux qui dépeignent les palestiniens soit comme des héros, soit comme des victimes. On essaie de montrer une version humaine, plus complexe de ce que ça veut dire être Palestinien-ne.

Car même le public propalestinien, lui aussi, a tendance à rechercher des représentations des Palestiniens victimes ou héroïcisantes. La représentation héroïque provient de ce cinéma militant palestinien des années 1970 qui entendait être en rupture, à la fois, avec une image coloniale et avec une image humanitaire telle que celle produite par l'UNRWA [organisme des Nations-Unis d'aide aux réfugiés palestiniens NDLR] pour obtenir un soutien pour leurs actions de terrain dans les camps de réfugiés. Le cinéma de fiction des années 1980 tente de complexifier cette image. Ni réfugiés-victimes ni héros-révolutionnaires, mais humaine dans toute leur complexité et leur richesse.



C'est un enjeu essentiel selon nous, car la déshumanisation qui se fabrique à travers les médias pave le chemin pour légitimer le génocide actuel. À force de répéter que tous les Gazaouis sont des terroristes et que toutes les infrastructures essentielles servent aux terroristes, alors il devient acceptable de les tuer et de tout détruire. Il nous faut absolument contrer ce narratif médiatique par la diffusion de films qui réhumanisent les Palestiniens.

Quelle analyse faites-vous des images des chaînes d'information continue qui sont diffusées sur Gaza et sur la Palestine? Quelle différence percevez-vous entre les productions médiatiques et cinématographiques?

En fait, dans l'analyse du traitement de Gaza fait par les médias dominants occidentaux, ce qui me semble aujourd'hui le plus pertinent à observer ce n'est pas tant les images seules que le son qui accompagne leur diffusion. Sur les chaînes d'information, on pourra voir, par exemple, des Palestiniens, en panique, courir vers l'entrée d'un hôpital à Gaza et des mamans en train de crier parce que leur enfant est mort ou grièvement blessé. Ces images seront toujours accompagnées de petits bandeaux de textes et un tiers de l'écran sera souvent occupé par un présentateur et ses invités sur un plateau. La bande-son de ces images est composée des paroles de ces commentateurs. L'image ne peut donc plus parler par elle-même et est encadrée par la voix et par les textes qui l'accompagnent: alors qu'on diffuse des images de Gaza avec des Palestiniens

en train de se faire tuer, ces commentaires s'ajoutent pour nous dire que Gaza est géré par un groupe de gangs armés, par les terroristes du Hamas etc. Dès lors, du fait de ce cadrage sonore et textuel, ces images de morts et de blessés n'ont plus de sens pour nous spectateur-trices. Tout est fait pour qu'on ne voit plus l'image ou en tout cas qu'elle ne nous interpelle plus.

La télévision et les chaînes d'info en continu travaillent les opinions et les regards des téléspectateur-trices. Alors que dans le cinéma – où on procède également à un montage – le rapport entre l'image et le son est généralement conçu de manière sérieuse: on réfléchit à ce que leur combinaison va produire. Selon moi, l'image télévisuelle est une image contre-révolutionnaire.

Quel regard avez-vous sur la diffusion, sur les réseaux sociaux, d'images très dures qui témoignent de l'horreur vécue par les Palestiniens? Nous mobilisent-elles ou finissent-elles par nous rendre insensibles en banalisant les violences?

Les images auxquelles on est confrontés tous les jours sur les réseaux sociaux peuvent effectivement conduire à une certaine déshumanisation des corps, à une normalisation de la violence. La chercheuse et écrivaine Saidiya Hartman avait, montré à quel point multiplier les images de l'esclave Noir battu pouvait devenir également problématique car cela devenait en quelque sorte une nouvelle normalité. Je crois que c'est également le cas avec les images qui montrent des Palestiniens actuellement. C'est pourquoi je me pose souvent la question de leur partage. Néanmoins, reposter une vidéo horrible de Palestiniens brûlés vifs dans la cour d'un hôpital peut-être permettre, par de l'atroce, de faire passer un message qui, je l'espère, pourra aussi mobiliser ou toucher.

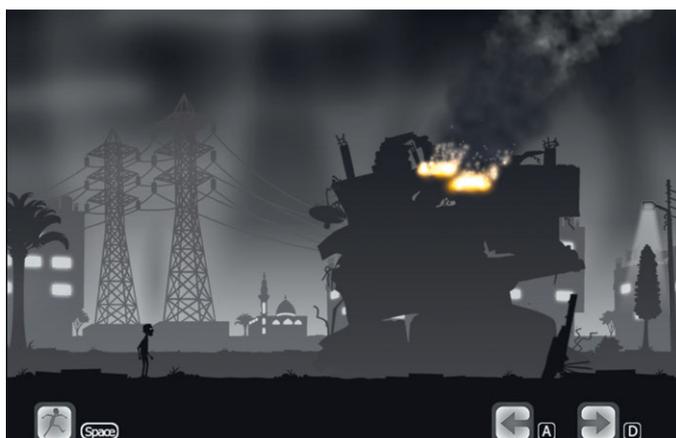
En fait, je pense que ce qui est inédit dans l'histoire concernant cette documentation de l'horreur quotidienne, c'est qu'à Gaza on assiste pour la première fois à un génocide quasi exclusivement retransmis par les victimes elles-mêmes. Comme les journalistes internationaux ne peuvent pas entrer à Gaza et les journalistes Gazaouis sont directement ciblés par l'armée israélienne, les gens se retrouvent à devoir eux-mêmes filmer leur extermination avec leurs propres caméras de téléphone.



Face à de telles images souvent horribles et difficilement supportables, que faire? Les regarder au risque de se désensibiliser ou d'être bouleversé à tel point qu'on sombre dans une tristesse profonde qui nous paralyse? Ou, puisqu'on sait à peu près à quoi s'en tenir dès les premières secondes

d'une séquence, refuser d'aller plus loin pour se préserver et continuer de développer une réflexion et une lutte qui ne soient pas complètement bouffées par l'émotion?

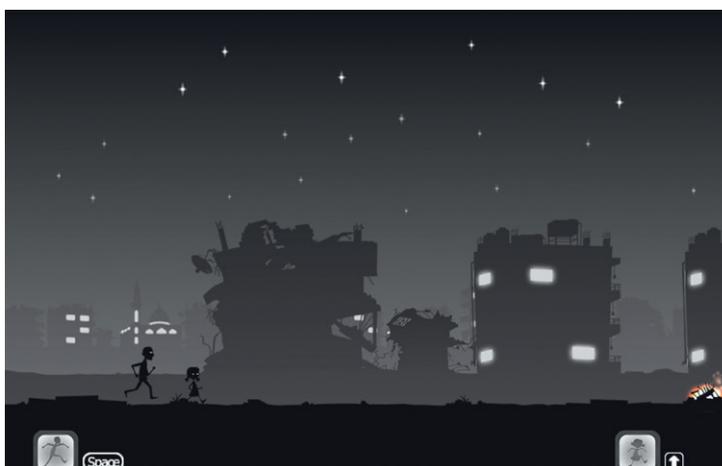
Partager une humanité commune par le jeu vidéo



À l'été 2016, le Palestinien Rasheed Abueideh et son équipe publient sur mobile et PC *Liyla and the Shadows of War*. Ce court jeu vidéo gratuit raconte l'invasion de la bande de Gaza par l'armée israélienne en 2014 du point de vue d'un père qui tente de mettre sa famille à l'abri. Outre ses qualités propres, le jeu va rencontrer un écho mondial

suite au scandale déclenché par une forme de censure d'Apple. Nous avons rencontré Rasheed Abueideh pour évoquer avec lui le média jeu vidéo et son pouvoir d'évocation, la vie sous l'occupation israélienne et le sens de la résistance palestinienne au quotidien.

Ingénieur informatique travaillant pour des compagnies locales et internationales, Rasheed crée avec quelques amis *Art Technologies* au début des années 2010, probablement le premier studio de jeux vidéo palestinien. « *C'était un pari fou, nous raconte-t-il, parce que l'industrie est déjà risquée en elle-même mais en Palestine, tout devient compliqué. Nous n'avions personne auprès de qui apprendre, pas de marché intérieur, pas de connexions, pas d'opportunité de rater et de recommencer quand chaque jour est déjà une lutte pour nourrir ses proches.* » La compagnie publie un premier jeu sur mobile mais n'arrive pas à être rentable et le studio doit fermer. « *En vérité, nous confie Rasheed en riant, j'aurais dissuadé tout Palestinien d'acheter notre jeu en lui disant que son argent serait plus utile à sa famille.* »



Captures d'écran de *Liyla and the Shadows of War*/Rasheed Abueideh

PAR JULIEN ANNART

Rendre viable un tel studio représente un défi par rapport à l'instabilité du quotidien: «L'occupation nous force à adopter un certain état d'esprit, nous devons nous concentrer sur le peu d'aspects stables de notre vie. Lorsqu'un simple déplacement implique des risques, nous devons nous concentrer sur ce qui nous évite cela. C'est pourquoi nous n'avons pas d'industrie du jeu vidéo en Palestine.»

PARTAGER L'HUMANITÉ AU-DELÀ DE LA GUERRE

En 2014, Israël lance sur la bande de Gaza une série de bombardements ainsi qu'une invasion terrestre. Vivant à Naplouse sous occupation israélienne, Rasheed est bouleversé par les bombardements indiscriminés sur les civils. Une image en particulier va le toucher, celle d'un homme portant dans ses bras le corps sans vie de sa fille.

Rasheed prend alors la décision de créer un jeu sur cette guerre: «J'ai senti que j'avais le devoir de faire cela, qu'un tel jeu pourrait avoir un impact, qu'il pourrait aider mon peuple. Je n'ai pas réfléchi et je me suis lancé. Je voyais ces parents avec leurs enfants morts alors que je venais de devenir père et je n'arrivais pas à faire face à cela. Je voulais transmettre cette émotion terrible qui m'a donné l'énergie de réaliser ce jeu.»

Il lui faudra deux années de travail avec une équipe composée de réfugiés palestiniens vivant à l'étranger pour créer *Liyła*. Un travail secret, dont il n'a pu parler à personne d'autre qu'à ses partenaires pour se prémunir du danger permanent d'être arrêté par l'armée israélienne. «Ma femme avait peur que je ne sois mis en prison, mes co-créateurs avaient peur, tout le monde avait peur. Parce que vous pouvez être arrêté à n'importe quel moment juste parce que vous parlez de l'occupation.» L'équipe fonctionne sans budget sur base du bénévolat et travaille sur le temps libre de chacun, ce qui explique la durée de production du projet malgré sa modestie. Pour produire le jeu, l'équipe s'est abondamment documentée sur la réalité des civils durant le conflit, ce qui l'a profondément impactée. «Durant les deux années de production, nous avons partagé au quotidien ces récits, ces images, ces sons. Vivre sous



occupation est déjà difficile, c'est quelque chose que nous essayons d'oublier d'une certaine manière. Vivre en permanence avec ces émotions durant la production du jeu a été très dur émotionnellement, ça m'a brisé le cœur.»

SCANDALE MÉDIATIQUE ET SUJET POLITIQUE

Liyła sort finalement à l'été 2016 et va rencontrer une grande résonance grâce à une décision d'Apple. La compagnie décide en effet de le retirer de la section «games» de son magasin en ligne pour le déplacer dans la section «news», avec pour conséquence de le rendre moins visible en ligne. Ce qui va déclencher un scandale et forcer la firme américaine à revenir sur sa décision. «Apple justifiait sa décision en qualifiant mon jeu de "politique" alors que j'avais justement fait très attention à ne pas inclure d'affirmations ou de symboles explicitement politiques pour éviter tout problème, répond Rasheed. Apple a brandi le mot "politique" comme une excuse. On peut se demander quelle définition cette compagnie donne au mot "politique". Car renvoyer les Palestiniens qui témoignent de ce qu'ils subissent à un propos politique, c'est vouloir les faire taire. Pourquoi la souffrance ukrainienne est-elle acceptée comme telle et celle des Palestiniens est-elle jugée "politique"? Pourquoi un tel double standard? En tout cas, si certains considèrent que transmettre un message de paix dans un jeu est "politique", admettons, mais je ne vais pas m'en excuser.»

Porté par le buzz ainsi que par son sujet rarement abordé par le média vidéoludique, *Liyła* va rencontrer un

large public. «Le jeu a été téléchargé et discuté dans le monde entier, nous raconte Rasheed, des bénévoles vont le traduire dans plusieurs pays jusqu'en Chine. Je crois que les gens ont été touchés par la vérité qu'essaie de transmettre le jeu et ont ressenti de l'empathie pour ce que nous racontions.» Pour Rasheed, le succès rencontré par le jeu s'explique par le fait qu'une histoire centrée sur des réalités humaines peut toucher n'importe qui: «Voir quelqu'un brûler sous les bombes est choquant pour toute personne. Pas besoin d'être palestinien, arabe ou musulman pour être touché. C'est la preuve que nous partageons une humanité commune. Il ne s'agit pas d'une histoire palestinienne mais d'une histoire internationale à propos de l'injustice.»

D'AUTRES MÉDIAS POUR D'AUTRES IMAGES

Une injustice particulièrement criante dans la couverture médiatique de l'occupation et des conflits subis par la Palestine qui a aussi motivé la création de *Liyła*. Sur le sujet, Rasheed développe un discours particulièrement critique, pointant la manière dont les souffrances palestiniennes sont rapportées: effacer les histoires individuelles pour les noyer dans des chiffres abstraits, présenter différemment les horreurs infligées aux civils selon qu'ils vivent en Ukraine ou dans les territoires occupés, mobiliser un champ lexical qui invisibilise l'agresseur israélien... «Cacher l'histoire des Palestiniens constitue un crime en soi, analyse Rasheed, parce que tuer quelqu'un est plus difficile lorsque l'humanité de la victime est rendue visible.

Ce qui explique l'interdiction actuelle des médias dans la bande de Gaza. Ces récits médiatiques partagés par les médias mainstream ne présentent pas ce que nous vivons, ils sont biaisés.»

Pour répondre à cet état de fait, le jeu vidéo semble un média particulièrement adapté. L'équipe le conçoit comme un média narratif fort à même de partager une expérience où le joueur vit le récit par ses choix. Même si dans *Liyla*, l'avatar n'est pas un héros mais un témoin. Il s'agit là d'une décision de conception consciente des créateurs dans leur souhait de retranscrire l'absence de contrôle impliquée par la situation. Si les jeux vidéo se définissent souvent par les choix proposés aux joueurs, *Liyla* cherche par leur absence ou le fait qu'ils soient tous mauvais à retranscrire les émotions ressenties dans une situation de guerre. Plusieurs mécanismes du jeu amènent à ressentir l'impuissance à répondre aux besoins de ses proches et la pression permanente du danger. «*Même en posant les moins mauvais choix, conclut Rasheed, vous aurez le cœur brisé. En cela, je souhaitais que le jeu soit choquant parce qu'en définitive, il n'y a jamais de happy end en situation de guerre.»*

RÉSISTER. ET VIVRE AUSSI

Lorsque nous évoquons avec Rasheed le sujet de notre dossier, la culture comme moyen de résistance en Palestine, celui-ci hésite un instant avant de nous parler de son quotidien qui lui semble en lui-même un acte de résistance: «*Oui, bien sûr que mon travail est un acte de résistance. Tout ce qui parle de l'occupation de la Palestine est un acte de résistance.*

Rester en Palestine est une forme de résistance. En fait, je n'ai même pas à être un résistant, être un Palestinien me met déjà en danger. Liyla parle de paternité mais être un père en Palestine implique que vous devez élever vos enfants alors que votre pays est un champ de bataille. C'est inimaginable pour votre famille, c'est un sentiment complexe, je ne peux pas le décrire.»

Nous essayons de comprendre, tentons de généraliser le propos en nous excusant de ne pas arriver à percevoir, vu d'une Belgique en paix, ce que cela signifie de lier de cette manière le jeu vidéo comme culture avec la vie quotidienne en Palestine occupée. «*Notre vie quotidienne est étrange, nous explique patiemment Rasheed, tout est conçu pour rendre notre vie misérable, pour nous faire ressentir le contrôle exercé sur celle-ci, pour peser sur nos choix qui en définitive n'existent pas: devoir vérifier à chaque instant sur un groupe WhatsApp qu'un trajet ne présente pas de danger, qu'il n'y a pas d'attaque de colons ou encore que l'école de nos enfants n'est pas fermée. Il nous faut vivre cette vie anormale où nous ne sommes pas perçus comme des êtres humains. Ne pas l'accepter est déjà résister. Attendre sans fin à un checkpoint mais refuser de se mettre en ligne marque notre résistance, une manière d'affirmer que la force brute de l'occupant ne suffit pas à nous contrôler. Les Palestiniens sont devenus très rétifs à toute file d'attente ordonnée, lâche Rasheed en riant. Créer des jeux vidéo pour rendre compte de cette réalité n'est qu'une forme de résistance parmi d'autres. Notre seule présence est une forme de résistance.»*

En cela, la culture ne se sépare pas du quotidien. Au contraire, c'est précisément le quotidien qui façonne celle-ci à travers un état d'esprit, une expression qui revient souvent durant notre entretien. Un état d'esprit devenu une culture que les jeux peuvent partager. Partager comment ces violences ont transformé les Palestiniens, comment leur résilience s'est affirmée face à l'injustice quotidienne, comment les relations et les liens entre eux se sont construits pour résister et continuer à vivre.

CRÉER UN JEU VIDÉO SUR LA NAKBA

L'interview s'achève et Rasheed partage alors avec nous sa volonté de créer un jeu sur la Nakba – l'exode forcé de plus de 700 000 Palestiniens durant et après la guerre de 1948. Le projet l'anime depuis plus de sept ans. Une équipe a été montée, un script est en cours de rédaction et plusieurs prototypes ont été conçus. Mais l'absence de budget, le poids des besoins quotidiens et le refus de plusieurs éditeurs rendent l'avancement difficile. Toutefois, l'invasion de Gaza et le génocide en cours, la couverture médiatique qui oublie les origines historiques de la situation actuelle poussent l'équipe à continuer dans une volonté de rendre compte de l'importance de la Nakba pour expliquer les événements contemporains.

Rasheed décrit son futur jeu comme une expérience de la vie avant et après la Nakba, une manière de partager l'expérience de l'exil forcé et de donner à vivre le ressenti des individus palestiniens pris dans la Nakba. «*Le projet demeure extrêmement difficile, j'aurais des problèmes à produire un jeu sur les papillons alors imaginez sur la Nakba, analyse avec un sourire notre interlocuteur. Réaliser un jeu vidéo en Palestine implique d'affronter l'absence de reconnaissance de notre pays en tant qu'État, ce qui signifie que nous ne pouvons pas effectuer de transactions via PayPal par exemple. Nous souhaitons un jeu plus ambitieux que Liyla, nous allons pour cela lancer en ligne une campagne de financement participatif. Un tel jeu semble impossible. Mais nous, Palestiniens, avons l'habitude de vivre et d'agir avec l'impossible.»*

LIYLA AND THE SHADOWS OF WAR

Liyla raconte la guerre et l'invasion de Gaza par Israël (celle de 2014) du point de vue d'une famille palestinienne qui essaie d'échapper aux bombardements de l'armée israélienne. Le jeu souhaite faire partager le vécu des civils à travers une série de situations où l'on incarne le père tentant de protéger ses proches. Inspiré du classique danois *Limbo* (Playdead, 2010), *Liyla* mélange les codes du jeu de plateforme et le *newsgame* (un type de jeu vidéo journalistique décrivant des événements d'actualité) en retranscrivant de manière interactive des événements réels. Il réussit avec les moyens du jeu d'action à transmettre le sentiment d'impuissance et de danger permanent pour les civils que Rasheed Abueideh décrit dans notre interview. Ce jeu reste un exemple de ce que le média jeu vidéo peut travailler comme thématique brûlante d'actualité. Et alors que, huit années plus tard, les bombes et les chars ravagent de nouveau et à grande échelle la bande de Gaza, *Liyla* demeure une expérience courte et touchante, un témoignage puissant et sincère à vocation universel. Et un jeu accessible rendu possible par la volonté de Rasheed Abueideh et son équipe de partager l'humanité qui nous lie au-delà de la guerre et des injustices de la colonisation.

Offrir une « safe place » dans un environnement verrouillé

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER



Photo : Palestinian Circus School

L'École de cirque palestinienne (ECP) était en Belgique début juillet 2024 pour un stage d'échange qui a vu des étudiants palestiniens s'entraîner et monter un spectacle avec des étudiants belges. À cette occasion, Noor Abo Alrob, directeur artistique de l'École de cirque, a répondu à nos questions concernant l'évolution de la situation en Palestine, en particulier des difficultés accrues pour mener une activité culturelle comme le cirque en Cisjordanie lorsque tout est contrôlé par Israël. Mais aussi nous dire en quoi ces activités artistiques restent plus que nécessaires quand tous les horizons semblent bouchés et l'ambiance suffocante.

Entretien réalisé le 7 juillet 2024

Pourquoi êtes-vous en Belgique aujourd'hui ?

L'année dernière nous avons accueilli en Palestine pendant trois semaines 24 personnes provenant de six écoles de cirque de toute la Belgique. Cette fois-ci, c'est au tour de l'École de cirque palestinienne de venir en Belgique. Nous travaillons ensemble, nous échangeons beaucoup sur tous les plans, nous parlons de nos cultures respectives, et essayons de nous rencontrer à travers le cirque. C'est ce qui nous réunit, nous qui sommes issus de parcours et de contextes très différents. Le cirque est en effet un de ces outils qui permettent d'aller au-delà des barrières. Car quand deux personnes se mettent à jongler ensemble, elles se connectent immédiatement et se mettent rapidement à se comprendre même si elles ne partagent pas la même langue, les mêmes religions, les mêmes origines, etc.

Vous permettez à près de 300 enfants de bénéficier de vos cours et de votre programme en Cisjordanie de l'ECP. En quoi est-ce une manière d'améliorer le quotidien de ces enfants qui subissent une situation difficile et de leur redonner du pouvoir d'agir ?

La tension est leur quotidien. Parfois, le simple fait d'aller à l'école peut être risqué. Parfois, votre ville est investie par l'armée israélienne et vous êtes confiné chez vous. Parfois, vous perdez vos camarades de classe, qu'ils soient tués ou emprisonnés, ce qui est hautement traumatisant. C'est une situation qui n'est évidemment pas facile à digérer. C'est pourquoi l'ECP se veut un espace qui accepte tout le monde et forme une communauté offrant un support, une aide au développement technique, mais aussi au développement émotionnel de ses participants. Il réunit des gens ensemble pour qu'ils puissent s'exprimer alors que c'est difficile un peu partout, que ce soit dans la rue, à l'école et parfois même à la maison. L'ECP est en effet un endroit où on peut être libre. C'est une « safe place » qui protège et encourage les enfants non seulement à faire du cirque, mais aussi à discuter de choses dont on ne discute pas ailleurs.

Nous utilisons la méthode du cirque social dont le cœur est de développer différentes aptitudes de manière collective, et non pas en compétition comme on peut l'être par exemple à l'école ou dans le sport. L'idée est vraiment de se fixer et d'atteindre des objectifs en groupe. Il s'agit aussi de construire la confiance en soi, la pensée critique, la liberté d'expression... Ces valeurs constituent les fondations de notre école que nous réalisons au travers de jeux de cirque, de techniques circassiennes, en créant les spectacles, des stages, des moments de représentations avec les familles.

Est-ce que c'est devenu plus dur de développer une activité culturelle comme vous le faites depuis les attaques du 7 octobre ?

Si le 7 octobre est un moment charnière de l'histoire de la Palestine, nous essayons de sensibiliser la population au fait qu'il n'est en revanche pas le point de départ de ce qui arrive en Palestine aujourd'hui. C'est un évènement important, certes, mais il prend place dans une histoire qui a débuté il y a plus de 75 ans. L'État d'Israël s'est construit depuis 1948 sur le déplacement des Palestiniens, la Nakba. Un évènement qui a encore des répercussions aujourd'hui.

Depuis le 7 octobre 2023, nous vivons un niveau de violences dans l'occupation israélienne encore jamais atteint avec un grand nombre de Palestiniens tués, déplacés, emprisonnés... Eau, électricité, nourriture : un grand nombre d'éléments de base pour survivre viennent à manquer.

Les médias mainstream évoquent peu ces aspects-là. Ils ont souvent une vision biaisée de ce qui se passe à Gaza et en Cisjordanie. Les récits qui relatent le mieux ce qui se passe sur le terrain proviennent plutôt des téléphones portables et des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux. Les gens se filment eux-mêmes, les blogueurs racontent ce qu'il se passe au plus près des évènements. Ils nous permettent de voir ce qu'il se passe.

Gaza vit l'une des pires crises qui n'aient jamais été vécues dans le monde d'après les Nations-Unies elles-mêmes. Cela affecte bien sûr toutes les communautés palestiniennes, séparées par les autorités israéliennes (Gaza, Cisjordanie, Jérusalem-Est, les Palestiniens d'Israël et les réfugiés hors de Palestine). Ces communautés palestiniennes sont toutes déconnectées les unes des autres. Moi qui vis en Cisjordanie, je ne peux pas aller à Gaza ni à Jérusalem. Les réfugiés en Jordanie ne peuvent pas venir en Palestine, etc. Chaque communauté a donc ses propres contextes et des restrictions légales très variables. Cette séparation provoquée par l'occupation israélienne vise en réalité à empêcher toute possibilité d'unité au sein du peuple palestinien. Malgré cela, la plupart des Palestiniens essayent de s'unir au-delà des différences, des traditions, des points de vue politiques de chacun. Car ce qui nous réunit tous et toutes, c'est la recherche de la liberté et d'égalité, c'est la fin de l'occupation israélienne. C'est un vœu que partagent l'ensemble des Palestiniens.

Plus d'infos sur l'école de cirque palestinienne : <https://palcircus.ps/en/>

Ces restrictions ont des effets très concrets sur nos activités. Il est parfois difficile de réunir tout le monde en raison des restrictions de mouvements. L'année dernière, nous voulions faire venir des gens de Gaza et de Jérusalem à notre stage, ça n'a malheureusement pas été possible du fait de ces restrictions qu'on nous impose. Mais l'idée est bien là, celle de réunir les gens, de réunir les Palestiniens. Dans le stage actuel, il y a des Palestiniens de plusieurs villes et villages différents, de camps de réfugiés de Cisjordanie... c'est déjà un mélange très riche. Mais pour rencontrer des Palestiniens de Gaza ou de Jérusalem, cela ne peut se faire qu'en Europe, lors de workshops ou de tournées.

Vous dites que vos activités sont déjà fort limitées par l'occupation israélienne, notamment pour pouvoir circuler librement et aller et venir comme vous le souhaiteriez. Dans quelle mesure ça a empiré ?

Nous avons ces restrictions de circulation, de nombreux checkpoints, la restriction de mouvements, la limitation des voyages. Depuis le 7 octobre, ça a atteint un niveau que ne nous n'avions jamais connu. Par exemple, je suis originaire de Jénine, au Nord de la Cisjordanie, mais je vis à Ramallah, situé à une heure et demie de route. Là où je ne passais qu'un checkpoint, je dois désormais en traverser 4 ou 5, ce qui rallonge mon trajet de 4 ou 5 heures. En fait, les Israéliens ont installé plus de 300 checkpoints en Cisjordanie. Ils présentent ça comme une mesure de sécurité, mais on se rend bien compte qu'il s'agit plutôt d'une punition collective. Par exemple, ils peuvent vous faire attendre une heure au checkpoint sans même finalement vous contrôler... Il s'agit juste de vous mettre un coup de pression, de rendre visible le fait que vous êtes bel et bien occupé et de vous forcer à accepter cet état de fait.

En quoi le cirque est-il un outil de résistance vis-à-vis de l'occupation ?

L'art et la culture, donc, sont un des rares espaces aujourd'hui en Palestine où subsiste un peu de liberté, un peu de critique, et de possibilité de s'exprimer. L'art et la culture représentent donc pour nous une espérance, une fenêtre pour partager ses idées et éveiller les consciences. C'est en ça que le cirque peut représenter un outil pour résister quand tous les autres aspects sont verrouillés par l'occupation. D'autant que les spectacles de cirque que nous montons à l'ECP ont tous un arrière-plan politique ou social. Il ne s'agit en effet pas seulement de divertir le public, il y a toujours quelque chose que nous voulons dire à notre public, toujours un message.

Après, cela reste tout de même compliqué puisqu'il y a néanmoins des limitations qui existent en raison de l'occupation. On peut être arrêté pour un post sur Facebook. On peut vous empêcher au dernier moment de jouer une pièce de théâtre ou un spectacle de cirque. Pas seulement en Palestine d'ailleurs, les autorités israéliennes font aussi pression pour faire annuler des représentations qui ont lieu en Europe.

« Écrire à partir de la Palestine, sur la Palestine ou en tant que Palestinien est essentiel »

Karim Kattan est un auteur palestinien qui écrit en langue française des romans au réalisme magique enchanteur mais qui tous reflètent aussi les tensions et la réalité de la colonisation israélienne.

Le Palais des deux collines se déroule dans une Cisjordanie où plane la menace des colons israéliens et, *L'Éden à l'aube*, raconte la rencontre d'Isaac et Gabriel à Jérusalem, une passion contrariée par un contrôle militaire omniprésent. Il intervient également dans les médias pour tenter de porter une parole politique palestinienne dans un espace médiatique francophone au débat vicié. Alors que les bombardements israéliens déciment la population de Gaza depuis un an et n'épargnent pas (voire ciblent) de grandes figures culturelles, artistiques et intellectuelles y vivant, de quelle manière agir par l'écriture peut constituer une forme de résistance culturelle palestinienne ?

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

Comment selon vous peut-on comprendre à un niveau symbolique les nombreuses morts de celles et ceux qui représentent la culture palestinienne actuelle à Gaza ?

Je remarque évidemment toutes ces morts d'acteur-trices culturelles gazaoui-es en général et celle des écrivain-es en particulier, étant écrivain moi-même. Que ce soit intentionnel ou non de la part de l'armée israélienne, les conséquences sont les mêmes : tout simplement faire taire des possibilités de témoignages et de création. Des possibilités d'imagination du futur, du présent, du passé très particulière que sont celles des écrivain-es. Aujourd'hui, la plupart des espaces de création, de pensée, de production de théorie et de pratique littéraire ou artistique à Gaza ont été détruits par les Israéliens. On prête peu attention à cet anéantissement des pensées. Comme pour tout concernant Gaza d'ailleurs... on y prête attention mais jamais assez. Les réactions sont si peu proportionnelles à la réalité.

C'est évidemment désastreux pour Gaza, pour les Palestinien-nes et pour la Palestine. Mais c'est aussi désastreux pour ce que ça signifie pour le corps de métier des écrivain-es. Même si, comme bien souvent en Europe, on est peu touché par le fait qu'on tue des Arabes, des écrivain-es aux noms un peu compliqués à retenir... C'est certes terrible, mais ça semble tellement éloigné d'eux...

La Palestine est un des personnages de vos romans. On s'y dispute, on y rêve, on se débrouille avec ses sentiments, sa famille, sa mémoire, on y tombe amoureux même si tout cela se réalise dans un espace très contraint... Est-ce qu'une des raisons pour laquelle vous écrivez, c'est justement pour rappeler que la Palestine est aussi un espace de vie, qu'elle n'est pas juste un espace de mort ?



Non, c'est un bonus dont je suis ravi, mais je ne commence pas à écrire en me disant que je vais montrer aux Français ou aux Belges que les Palestiniens et la Palestine sont comme ci ou comme ça. Alors, oui, ça permet sans doute d'incarner des Palestiniens et des Palestiniens, que les étrangers semblent ne pas connaître, ce qui est très bien. Mais mon travail textuel n'est pas inféodé à ça. Le désir d'humaniser, c'est aussi un piège car on est vite réduit par le regard occidental à être un « écrivain de l'humanisation » là où il y a une volonté de déshumanisation. Ce dernier terme m'intrigue d'ailleurs car je commence à penser que pour être dés-humanisé, il faut avoir été un jour considéré comme humain, avoir perdu un jour ce statut. Or, je pense, au vu de notre histoire, qu'on n'a jamais prêté autre chose aux Palestiniens, qu'une humanité très conditionnelle...

Qu'est-ce que le récit littéraire ou la poésie peuvent permettre de mieux ou de différent par rapport au discours politique militant qui se doit d'être plus terre-à-terre et direct? Est-ce qu'il s'agit, par le fictionnel, de faire sentir des situations d'oppression, d'en décrire les effets intimes? Et comment cela s'articule-t-il avec vos interventions dans des médias français comme *Le Monde*, *Libération* ou *Médiapart*?

Je suis écrivain, romancier, poète et écrire des tribunes n'est pas quelque chose que j'aime faire. Je trouve que c'est un format court, un peu grossier, ou grossier parce que court, qui réagit à l'immédiat. C'est limité à plein d'égards, c'est un format où il faut affirmer alors que dans le roman on n'affirme pas mais on est dans l'hésitation, la contradiction, la multiplicité des points de vue, le souffle long... Mais il y a si peu de voix et de corps palestiniens qui soient audibles dans l'espace francophone que je sens depuis un an que je n'ai pas le choix. Que je dois saisir l'opportunité de pouvoir produire une parole politique sur ces questions.

Pour répondre à votre question, il y a deux temporalités. Celle des productions dites littéraires et celle des productions d'une parole politique. Le roman joue sur le temps long tandis que la parole politique s'adresse au temps court de la crise, de l'urgence, où je suis un Palestinien à un temps T qui est en train de vous dire quelque chose sur ce qui se passe là maintenant parce que vous ne voulez pas l'entendre.

Est-ce que le fait de maîtriser la langue, le fait d'introduire du poétique ou du métaphorique dans des tribunes permet d'amener des évidences dans le débat public à un moment où celui-ci est complètement perverti? Est-ce qu'on peut grâce à la métaphore rendre dicibles des choses qui ne sont plus audibles?

Pour moi ce n'est pas une stratégie, c'est juste ma manière d'écrire. Là où je peux avoir une part de stratégie, c'est que je connais les limites de la parole acceptable dans un média en France. Ce n'est pas que j'accepte les règles de ce jeu, mais il faut bien s'y plier pour toutes sortes de raisons. Ça ne veut pas dire que je me censure, je suis juste très précautionneux. D'autant qu'on est dans un moment effectivement hostile ou même, pire, où rien n'a de sens dans le paysage discursif. C'est incroyable. Tout est absurde.

Et puis je parle depuis ma position d'écrivain, une voix qui, en tous cas en France, bénéficie d'une forme d'écoute que n'aura peut-être pas forcément une personne plus identifiée politiquement. Donc oui, je suis conscient que ça me permet de parler autrement et d'être plus audible. Mais on est pris dans les mêmes paramètres de ce débat de merde.

Dans le même temps, être trop métaphorique ou fleuri, c'est courir le risque de passer pour un truc complètement déconnecté, surtout maintenant. Surtout dans cette situation catastrophique. Où quand on pense à il y a un an, il y a 6 mois, il y a même 3 mois... on est dans de l'impensable qui se renouvelle sans cesse.

Est-ce qu'en tant qu'écrivain palestinien vous envisagez votre écriture comme une forme de résistance culturelle, se situant dans un combat plus large pour la valorisation des droits de la Palestine?

Je note déjà à quel point le mot «résistance» est devenu depuis un an un mot *chargé*. Mais alors pour vous répondre sur l'écriture comme un outil de résistance culturelle, oui, dans le sens que je ne peux pas m'empêcher de croire que les mots, le langage, les textes ça sert à quelque chose, ça fait quelque chose dans le monde. Je sais qu'un livre ne change pas tout, mais je ne peux pas m'empêcher au fond de moi de croire que ça a une utilité presque immédiate.

Écrire à partir de la Palestine ou sur la Palestine ou en tant que Palestinien, toutes ces choses-là, sont essentielles au regard de la tentative d'anéantir une partie de la culture palestinienne. Parce que ça fait vivre *des* Palestines, c'est-à-dire des pluralités palestiniennes, des identités très différentes. Ça empêche qu'on réduise la Palestine à un monolithe singulier.

Je pense que sur le long cours, ça contribue à la construction de ce qu'était la Palestine littéraire à un moment donné, les écrivains palestiniens étaient comme ça, lui à Bethléem et elle à Gaza etc. À partir de tout ça on peut obtenir une pensée de ce que c'est la Palestine à un moment donné. Ça évidemment, c'est essentiel puisque c'est une forme de résistance au sens le plus physique du terme: résister à une force qui veut écraser.

Mais il faut savoir se rappeler que ce n'est qu'un livre, que ce n'est qu'un texte... Je ne veux pas non plus surestimer le pouvoir de l'écrit. J'ai publié un poème dans *AOC* qui a été pris pour une espèce de cri de résistance car beaucoup de gens n'ont lu que le début du texte (pour voir la suite, il faut être abonné au média...), partie où le narrateur est assez combattif, scande des choses comme: «Ils n'auront pas mon silence». Or, au contraire, plus on progresse dans le texte, plus cela devient pitoyable et reflète en réalité l'impuissance, l'impossibilité de témoigner, de trouver les mots justes face à Gaza. Ça exprimait toute ma détresse politique et langagière, l'impossibilité justement de la résistance par l'écriture à un moment donné.

Dans une tribune parue sur Médiapart, vous écrivez que Gaza était le plus souvent représentée dans les médias comme «une abstraction, un espace destinée de la mort violente» des Palestinien·nes qui sont comme

désincarnés, comme seulement destinés à y mourir «sous les coups d'une force naturelle, impersonnelle et pas d'une des armées les plus puissantes du monde». Est-ce que l'écriture permet de repeupler cette ville, de redonner des noms aux rues et des visages à des habitant·es déplacé·es, estropié·es, fauché·es par les bombes anonymes?

L'écriture permet en effet de donner de l'épaisseur aux personnes et aux lieux, des intériorités, des psychologies, des désirs, des complexités, des zones d'ombres aussi. Ça permet d'imaginer chaque personne comme une vraie personne. Et pas seulement comme un visage du deuil, une chose faite pour la mort. Rendre aussi toute la variété qui peut (ou pouvait) exister à Gaza, des groupes multiples et des gens différents qui y habitent.

En fait, à partir du moment où on ne montre que de la destruction en permanence, ça devient normal dans nos têtes d'imaginer Gaza comme un champ de ruines. Et je pense que ça peut devenir rapidement malsain ou contreproductif. Il y a un danger avec cette iconographie de la destruction qui parcourt y compris les milieux militants. Car dans un champ de ruines, un jour de plus, un jour de moins, on s'en fout. Lire ou entendre qu'il y a eu «50 morts à Gaza aujourd'hui» peut ne plus faire d'effet. On a tous une empathie limitée, et surtout, je crois qu'on ne peut plus se figurer ces choses après un an de ravage. L'écriture, entre autres, permet de se *re-*figurer ces réalités-là. C'est pour ça d'ailleurs qu'il faut qu'on écoute en priorité les écrivain·es de Gaza, même pas nous écrivain·es palestinien·nes, mais celles et ceux de Gaza.

Est-ce que la forme journal, qui documente, qui fait le récit de la vie sous les bombes, est une manière de sensibiliser, de toucher les gens par l'écriture?

C'est essentiel d'ailleurs ces journaux de bord, ces journaux de guerre devraient circuler encore plus. Ce sont des documents parmi les plus importants que nous ayons aujourd'hui parce qu'ils ont ce côté immédiat et qu'ils nous impliquent intimement. Ils nous permettent d'accéder aux détails d'un quotidien fait de bombardements, de déplacements, de dénuements, d'horreurs. Car c'est quoi vivre dans ce qui est à minima un «*risque de génocide*»? Aucun d'entre nous ne le sait.

Écrire depuis Gaza sous les bombes – Un journal de guerre

Depuis le début de la guerre, Hossam al-Madhoun, comédien et metteur en scène gazaoui, transmet chaque jour son journal de bord à ses ami·es européen·nes. Des textes bruts qui ont été repris dans plusieurs médias. Ils reflètent un quotidien sous tension et fait de dangers permanents: les dévastations et la mort mais aussi la débrouille, la chance, des moments de vie aussi qui se glissent dans les interstices de l'horreur. Ses mots racontent à la fois la vie au jour le jour d'un habitant de Gaza mais aussi le drame vécu par l'ensemble de la population. Une partie de son journal a été publiée dans *Je vous écris de Gaza sous les bombes* (Le Cerisier, 2023). Retrouvez-en des extraits sur www.agirparlaculture.be/ecrire-depuis-sous-les-bombes

« Tradwives »



Quand capitalisme et patriarcat font bon ménage!

Connaissez-vous les *tradwives* – en français «épouses traditionnelles»? Il s'agit d'un mode de vie incitant les femmes à revenir à une vie plus traditionnelle, celui de la femme au foyer, toute dévouée à son mari, à ses enfants et excellent (odieusement) dans l'entretien de sa maison. En fonction des pays, l'esthétique varie un peu, mais la plus visible, dans les images et vidéos face caméra déferlant sur les réseaux sociaux, est celle qui se réfère à la femme des années 1950, à la taille fine et sertie d'un tablier, bien évidemment parfaitement apprêtée pour accueillir son mari sur le pas de la porte au retour du travail (attaché-case à la main). L'image est éculée, utilisant l'esthétique d'un temps révolu, mais pourtant sans cesse remise au goût du jour, en prenant ici un nouveau souffle sur les réseaux sociaux. Car, et notamment depuis nos confinements forcés, sous la forme d'un retour au chez-soi et à la terre, la *tradwife* vient nous rappeler que capitalisme et patriarcat font toujours bon ménage. À nos dépens bien sûr...

PAR ANNE-LISE CYDZIK ET MARIE CHARUE

Initialement créé en Angleterre, le modèle le plus connu aujourd'hui, sur les réseaux sociaux, est celui de la *tradwife* américaine, usant de l'esthétique des années 1950. Mais les modèles sont nombreux et variés en fonction des pays d'origine. En France notamment, le modèle vantera le terroir, et dont les relents aristocrates-ultra-catholiques ne laissent pas indifférents. À chaque pays donc son esthétique et son ancrage particulier.

Dans tous les cas cependant le point commun est de refaire de la maison le lieu unique de vie et d'épanouissement des femmes, épouse et mère au foyer. Elle prendra soin de la maison, de son entretien, montrant sur les réseaux TikTok, X, et autres Instagram, des intérieurs dignes de magazines des vendeurs de salons et de salles à manger. Mais elle prendra surtout soin de son mari, à qui elle préparera de bons petits plats (toujours réussis). Et pour qui elle sera sexuellement disponible. Certaines iront jusqu'à conseiller aux femmes de se lever avant leur mari, afin d'avoir eu le temps de se rendre présentables à ses yeux. La *tradwife* consacrera également son temps au soin et à l'éducation des enfants. Et finalement au soin de son propre corps, car pas question de se laisser aller, il faut être une femme désirable pour son mari et pour les réseaux sur lesquels on s'affiche.

Certaines *tradwives*, dans une version plus rurale, vont promouvoir un retour à une vie plus simple, un retour à la terre, à la nature: nourrir les cochons, faire son pain au levain, et sa mozzarella maison, l'instruction à la maison pour les enfants... Une vie de simplicité qui nous est présentée une possible porte de sortie du système capitaliste.

Mais toutes ont un point commun, elles transmettent un message à leurs abonnées: la vie est plus simple et moins stressante dans un mode de vie où la femme est dévouée à son mari, à ses enfants et au soin de son foyer. Dans une société où les femmes essaient de tenir à bout de bras leurs aspirations personnelles, le travail reproductif (encore largement inégalement réparti) et leur travail productif, ce mirage est certes séduisant, mais il est avant tout mensonger et biaisé.

Le mouvement des *tradwives* constitue évidemment une stratégie masculiniste et patriarcale, en rendant pour les femmes le retour à la maison désirable.

QUAND L'ALGORITHME S'EN MÊLE

De manière générale, l'explosion de ce mouvement sur les réseaux sociaux fréquentés par des jeunes, tels TikTok, X, ou encore Instagram nous oblige à prendre celui-ci au sérieux (le hashtag #tradwife compte plus de 600 millions de vues sur TikTok, selon *The Economist*¹). En particulier, le mouvement attire des jeunes femmes qui en font quelque chose de ludique, tout en portant un message de sécurité et de stabilité pour les femmes dans un monde de plus en plus anxiogène².

Mais quoi qu'il en soit, il suffit de traîner quelques jours sur les réseaux sociaux pour que, de fil en aiguille, on se rapproche de « profils », de « comptes » liés à l'extrême droite. Cela n'est en soi pas étonnant tant les *tradwives* y revendiquent une essentialisation des rôles des hommes et des femmes dans la société.

Mais c'est aussi là une organisation bien rodée, dans laquelle l'idéologie d'extrême droite vient soutenir le projet essentialiste et inversement. Dans un article pour *Axelle Mag*³, Sarah Benichou nous présente Virginie Vota, connue comme « *tradwife*-influenceuse-catholique » en précisant qu'elle « doit son succès à ce positionnement raciste et antiféministe et à sa disponibilité à jouer le rôle de "femme de service" sur toutes les chaînes YouTube de l'extrême droite francophone. » Cette dernière reprend à son compte ce nouveau visage de l'extrême droite qui consiste à dire: « le sexisme et les violences de genre sont le fait des hommes non-blancs »⁴. De l'antiféminisme au racisme, il n'y a donc qu'un pas.

L'ARBRE (ANTIFÉMINISTE) QUI CACHE LA FORÊT (PATRIARCALE ET CAPITALISTE)

Le prosélytisme des influenceuses *tradwives*, en genrant excessivement les rôles, tend à glisser sous le tapis quelques problèmes de fond. Le tout premier étant

de rendre les femmes totalement dépendantes du salaire de leur mari. Avant tout, force est de constater que cette possibilité de ne vivre que d'un salaire ne peut être le choix que d'une classe socioéconomique aisée. Devenir une *tradwife* n'est pas accessible à tout le monde.

Ensuite, cette dépendance économique a évidemment des conséquences, notamment car les violences faites aux femmes se produisent en premier lieu au sein du carcan familial, et c'est d'abord et avant tout la dépendance financière des femmes qui les empêchent de fuir et particulièrement si elles ont des enfants.

Mais encore, quand une femme se filme à transformer en beurre le lait des vaches qu'elle a elle-même traité, pour ensuite l'utiliser dans des préparations culinaires tout aussi sophistiquées que la plastique de certaines d'entre elles, on imagine à la fois le temps nécessaire à la création du contenu – et la préparation de son image également – qui sera posté en ligne et l'argent que ce contenu générera. L'idéalisation et la mise en scène de ce mode de vie, couplées à la sexualisation des femmes qui le défendent, reflètent une vision de ce mode de vie qui relève davantage d'une fétichisation que de la réalité du travail domestique ou de la vie à la campagne.

Un exemple flagrant de cette tendance est Nara Smith, influenceuse mormone dont la marque de fabrique est de cuisiner « *from scratch* » (« à partir de rien ») habillée dans des vêtements de haute couture hors de prix et ostensiblement peu pratiques pour la cuisine⁵. Le récit publié à travers ces posts de réseaux sociaux est manifestement faux, mais il participe à la fascination du public, à une romantisation d'un mode de vie, et, bien entendu, suscite de l'engagement (des clics, des commentaires et des likes) sur les réseaux sociaux, ce qui permet d'atteindre une audience toujours plus large. Et qui

dit audience élevée dit monétarisation et revenus liés à la publicité. Ce n'est pas sans rappeler que, dans les années 1960 aux USA, Helen Andelin a publié un livre intitulé *Fascinating womanhood*, vantant la vie domestique pour les femmes. Cette publication a fait de son autrice une femme d'affaires... et malgré son activité professionnelle très rentable en dehors de son foyer, elle est devenue une référence pour les *tradwives* d'aujourd'hui. Ce dont ces contenus en ligne font l'éloge, ce n'est pas seulement la vie des *tradwives*, c'est aussi l'aisance financière, présentée comme accessible grâce à un renoncement à la modernité, au principe de l'émancipation personnelle et professionnelle des femmes et à l'adhésion à un mode de vie traditionnel voire rétrograde.

Reste une question : en concentrant toute notre attention sur ces femmes, ne devrions-nous pas nous demander ce que nous participons à cacher ? Notamment, les masculinistes, et les *incels*⁶ dont la misogynie primaire et le virilisme agressif sont des fers de lance de leur présence sur les réseaux. En ce sens, le mouvement des *tradwives* constitue évidemment une stratégie masculiniste et patriarcale, en rendant pour les femmes le retour à la maison désirable.

En France, Thaïs d'Escufon, anciennement porte-parole du groupement d'extrême droite Génération identitaire (aujourd'hui interdit), s'est recrée une nouvelle vie sur les réseaux sociaux, en défendant un modèle de *tradwife* française⁷. Même si on peine à l'imaginer devenir concrètement une *tradwife*, elle s'adresse à un public masculin à grand renfort de « conseils » en séduction et de renforcement du discours masculiniste. Capitalisme, patriarcat et extrême droite font définitivement bon ménage !

QUE PEUT(VENT) ENCORE LE(S) FÉMINISME(S) ?

Nous avons misé sur le fait que le monde serait différent dans l'après-Covid, que le travail du *care*, majoritairement féminin, serait revalorisé ou que les salaires des emplois qui ont socialement du sens seraient revus à la hausse...

En amont de cette gageure, force est de constater que le monde du travail n'a pas

amené l'émancipation escomptée pour les femmes, et c'est justement cette promesse non tenue qui est exploitée par les défenseur·euse·s du modèle *tradwife*. Au travail, les femmes restent globalement moins bien payées que les hommes ; les hommes continuent à occuper les postes à responsabilité, là où les femmes auront des emplois plus précaires, des temps de travail explosés... L'émancipation par le travail est donc loin d'être advenue, d'autant plus que dans leur foyer, les femmes continuent d'assumer la majorité du travail domestique (les études menées régulièrement démontrent que le partage des tâches évolue très lentement malgré la croyance populaire⁸), et que dans les nouveaux modèles familiaux (en cas de séparation, de famille recomposée par exemple) elles se retrouvent aussi plus souvent seules à éduquer les enfants.

À un mal-être bien réel, les *tradwives* offrent une réponse simple : vous êtes épuisées par l'impossible conciliation entre vie professionnelle et la charge que représente votre foyer ? Arrêtez de travailler, confinez-vous dans la sécurité de la vie domestique et revenez à une époque (ou sa version glamour) où tout était (ou semble, présentée ainsi) tellement plus simple !

Et c'est probablement sur ce terrain-là que les *tradwives* – et tous ceux qui se cachent derrière – ont une longueur d'avance sur nous. Parce que les effets s'en font déjà

sentir : en France, le Haut Conseil pour l'égalité relève une augmentation du sexisme, en ligne particulièrement, et ce faisant constate une augmentation de l'assignation des rôles hommes/femmes dans la société de manière générale et spécifiquement dans la sphère domestique⁹.

On pourrait arguer que pour en finir avec les *tradwives*, il suffirait de responsabiliser des plateformes sur les contenus qui y sont autorisés et sur la manière dont les algorithmes rapprochent trop rapidement des sphères d'extrême droite, mais ce serait faire fi d'une quête de sens et de justice sociale autant que climatique, qui traverse notre société de manière générale. Peut-être faudrait-il par exemple retourner jeter un œil du côté des propositions marxistes de Silvia Federici, ou encore de Christine Delphy en France, quand elles envisageaient un « salaire domestique ».¹⁰ Cette proposition aurait a *minima* pour vertu de reconnaître cette charge comme un travail en soi, et donc le temps qui y est consacré majoritairement par des femmes.

Mais surtout, notre société nécessite d'être réorganisée autour de ses enjeux socioéconomiques et climatiques, une partie de la réponse sera à trouver et à construire dans la sphère du travail : une revalorisation des emplois porteurs de sens et utiles à la société et évidemment la réduction collective du temps de travail.

1. « #Tradwives, the real housewives of the internet, have gone viral », 15/03/2024 – www.economist.com/culture/2024/05/15/tradwives-the-real-housewives-of-the-internet-have-gone-viral

2. Voir l'entretien avec la chercheuse Claire Sorin réalisé par Thomas Rozec, « La mytho des fachos : les *tradwives* », *Binge Audio*, 2024 – www.binge.audio/podcast/programme-b/la-mytho-des-fachos-les-tradwives

3. Sarah Benichou, « "Tradwives" : des influenceuses cathos tissent leur toile », *Axelle Mag*, N°244, Janvier-Février 2022 – www.axellemag.be/tradwives-des-influenceuses-cathos-tissent-leur-toile/

4. Sur l'utilisation des femmes et des discours féministes à des fins racistes, voir Sara R. Farris, *Au nom des femmes : « Fémonationalisme » – Les instrumentalisation racistes du féminisme*, trad. July Robert, Syllepse, 2021.

5. Voir <https://share.crate.co/crate/067033b1-d5b0-79ad-8000-17bfc52907ef>

6. Contraction de l'anglais *involuntary celibate* (« involontairement célibataire »). Née en ligne, cette culture se base sur la misogynie, la valorisation de la violence à l'égard des femmes et le culte de la virilité.

7. Daphné Deschamps, « Le virage "tradwife" de Thaïs d'Escufon », *Streetpress*, 29/10/2024 – www.streetpress.com/sujet/1698245233-virage-tradwife-thais-descufon-incel-youtube

8. Voir à ce sujet l'article « L'inégale répartition des tâches domestiques entre les femmes et les hommes » publié par l'Observatoire des inégalités (29/04/2016) – www.inegalites.fr/L-inegale-repartition-des-taches-domestiques-entre-les-femmes-et-les-hommes

9. Sylvie Pierre-Brossolette (sous la dir.), « Rapport annuel 2024 sur l'état des lieux du sexisme en France – S'attaquer aux racines du sexisme », Rapport n°2024-01-22-STER-61, HCE, 22/01/2024, p.12. – www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/hce_-_rapport_annuel_2024_sur_l_etat_du_sexisme_en_france.pdf

10. Voir Christine Delphy, *Pour une théorie générale de l'exploitation. Des différentes formes d'extorsion de travail aujourd'hui*, M éditeur/Éditions Syllepse, 2015. Voir également les revendications du mouvement «Wages for Housework» («Des salaires pour le travail ménager»), dont notamment Silvia Federici était porteuse.

Du bon usage des mots

PAR JULY ROBERT

Internet citoyen, attitude techno-critique, malbouffe numérique, lutte contre la dématérialisation, solutions alternatives, logiciel libre, humain, éthique, commun, économie du partage et du don, neutralité du net... les mots de la résistance à la numérisation à tout-va de nos administrations, de nos emplois, de nos vies, nous les avons déconstruits en compagnie de Céline, anthropologue de formation et travailleuse chez Tactic et d'Erick, actif dans des pratiques techno-critiques au sein de divers collectifs wallons et bruxellois dont le Comité humain du numérique.



pour se conscientiser et résister au tout-numérique

Les maux du numérique

Des services publics à l'accès aux droits sociaux en passant par la réception de factures et autres documents administratifs, les démarches numériques à effectuer sont devenues quasi quotidiennes. Cette numérisation des services d'intérêt généraux se réalise à marche forcée et se voit rarement remise en cause. Pourtant, elle fabrique ou renforce de nombreuses inégalités sociales et la « fragilité numérique » est une réalité qui touche près de la moitié des Belges. Dans ce N°59 des *Cahiers de l'éducation permanente* intitulé « Les Maux du numérique », une quinzaine d'auteur-trices abordent la question des enjeux et des dégâts sociaux du tout au numérique ainsi que des alternatives qui lui sont possibles.

À commander sur
www.pac-g.be/cahier-59-les-maux-du-numerique

Internet, comme le rappelle Erick, c'est « cette capacité à être en communication au niveau mondial sans aucune barrière. C'est une immense infrastructure qui relie tout partout, mais qui est majoritairement aux mains de grands acteurs dont l'objectif premier est de faire du profit, ce qui entraîne une concentration capitaliste qui nous échappe ». Entrer en résistance face à ces multinationales est une démarche nécessaire pour une série d'associations et de groupements qui œuvrent à des solutions alternatives dont l'objectif est de permettre aux citoyen-nés de reprendre le contrôle de leurs usages numériques, et par là même, de leur autonomie face à ces géants du net. Comment ?

Pour Erick, Céline et les divers mouvements dans lesquels iels s'inscrivent, il s'agit d'abord de s'émanciper de cet imaginaire de la connectivité instantanée et du solutionnisme technologique. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une numérisation à tout-va qui semble aller de soi. La technologie est disponible et donc on l'utilise, comme s'il n'y avait pas d'autre alternative. Or, ce n'est pas parce que c'est possible que cela doit advenir. Erick ne dit pas autre chose: «*Pour moi, cela ressort éminemment d'une forme d'"inévitabilisme". On dit que c'est le progrès sans se demander si c'est un progrès réel. On nous vend une forme de solutionnisme technologique dans lequel la technologie apporterait des réponses systématiques et qu'elle parviendra à corriger ses défauts par la nouveauté et l'innovation. Nous sommes sur ces deux axes qui se poussent l'un l'autre. Or, il est de plus en plus évident que cela ne correspond pas à un mieux-être, à un vrai progrès. Pour un grand nombre de personnes, cela rend les choses beaucoup plus compliquées. Cela peut même devenir excluant pour une partie significative de la population. Aujourd'hui, le renversement s'impose par une remise en avant de la possibilité pour tout-e un-e chacun-e de ne pas être contraint-e et forcé-e à établir des relations au travers d'une numérisation, quelle qu'elle soit. Disposer d'un outil en "back office" [L'ensemble des services techniques et administratifs qu'une organisation mobilise en arrière-plan pour faire fonctionner un service. NDLR] peut certes avoir un intérêt en termes d'efficacité, mais ça ne veut pas dire que tout le monde, individuellement, doit de manière impérative et obligatoire, être confronté à l'outil. Le droit fondamental à vivre connecté-e ou non doit devenir une revendication fondamentale.*»

Céline abonde en ce sens lorsqu'elle parle de la numérisation des services publics, notamment: «*Le droit à être déconnecté-e, notamment au regard de toutes les procédures d'accès à l'obtention de droits, aux procédures administratives et bancaires, me semble essentiel. Plus encore qu'un simple droit à la déconnexion, j'ai envie de mettre en avant le droit de ne pas utiliser le numérique. Nous sommes confrontés*

à un discours unilatéral complètement techno-solutionniste qui affirme que le numérique, c'est l'avenir et qu'il n'y a pas d'alternative. Ce discours est extrêmement présent et il est particulièrement difficile à contrecarrer. D'autant que les termes de ces discours peuvent cacher certaines réalités.»

DE L'IMPORTANCE DE L'USAGE DES MOTS

Pour sortir de ces discours, il convient dans un premier temps de revoir l'usage des termes aujourd'hui accolés au numérique, car ce sont eux qui structurent nos pensées, impactant la manière dont nous concevons le numérique. Il y a, notamment, d'abord, cette « fameuse » fracture dont on nous parle tellement. «*Les mots sont essentiels, nous dit Erick, la fracture est un terme médical. Pendant longtemps, et encore aujourd'hui, on parle de fracture numérique, au même titre qu'on peut le faire au niveau médical. C'est-à-dire qu'il y aurait quelque chose de cassé et qu'il faudrait réparer en réduisant la fracture. Or, réduire la fracture au sens médical du terme, c'est recoller deux morceaux. Mais en quoi un humain serait-il diminué physiquement parce qu'il est fracturé numériquement? Toutes les politiques vont dans le sens d'une "défracturation" des individus en les accompagnant avec toute une série de dispositifs. Pourtant, on peut tout à fait vivre et être en capacité de faire plein de choses et de s'exprimer sans recours au numérique. Aujourd'hui, on utilisera plutôt le terme de "vulnérabilité numérique".*»

Nous pouvons également pointer la prétendue « dématérialisation » caractérisant trop souvent le numérique. Comme le relève Céline: «*On nous vend la dématérialisation sans jamais évoquer les impacts environnementaux des innovations numériques. On nous dit que c'est l'avenir, en utilisant même parfois des arguments soi-disant écologiques. Dire qu'on dématérialise et que cela réduit notre empreinte sur l'environnement, alors qu'en réalité, celle-ci est énorme, c'est problématique. Il y a aussi quelque chose d'occultant dans le fait qu'il suffise de presser sur un bouton pour effectuer une opération sans se rendre compte que cela active de nombreuses machines derrière, avec ce que cela implique en termes de*

ressources et de pollution.» Pour Erick «*la dématérialisation est vraiment un mot à bannir parce que c'est tout le contraire qui se passe. Ça nous vend du rêve, de l'imaginaire avec un côté immatériel qui nous est martelé. On finit par y croire alors que c'est totalement faux, notamment lorsqu'on parle de cloud. Le cloud, ce n'est pas un nuage dans le ciel, c'est un service fourni par un ordinateur qui se trouve quelque part sur la planète.*» Car comme le dit cette phrase célèbre que nous rappelle Céline: «*Le cloud, c'est l'ordinateur de quelqu'un d'autre.*»

Retrouvez la suite de l'article dans le dernier numéro des Cahiers de l'éducation permanente «*Les maux du numérique*» (voir notre encadré).

Des rencontres autour des fragilités numériques

À l'occasion de la sortie de ce numéro, le Mouvement PAC propose une série de rencontres pour cerner enjeux et pistes de solution autour des fragilités numériques. Au programme de ces rencontres: arpentage de l'étude, spectacle «*Le projet 5G*», et échange autour de la fragilité numérique.

- 25 nov. 24
Centre culturel d'Amay
- 29 nov. 24
Vecteur à Charleroi
- 02 déc. 24
Régionale PAC Centre
- 05 déc. 24
CGSP Tournai
- 06 déc. 24
Centre culturel de Dison

Info
[www.pac-g.be/
les-maux-du-numerique](http://www.pac-g.be/les-maux-du-numerique)

Faîtes le test : réfléchissez à quelques noms de groupes de metal que vous pourriez connaître. Essayez ensuite de vous souvenir de leur provenance. Un pays européen ? Les États-Unis ? Avouons-le, il y a peu de chances que la Mongolie soit parmi les réponses qui sortent les premières... Et pourtant, à un peu moins de neuf-mille kilomètres de Bruxelles, à Oulan-Bator, quatre musiciens ont décidé il y a quelques années d'unir leur amour pour les guitares saturées et de former « The Hu ».

Bien qu'inspirés par de grands noms qui ont forgé l'histoire de ce style musical, les artistes n'en ont pas moins gommé leurs origines culturelles. Tout du contraire ! Sur une base de heavy metal, The Hu y a implémenté l'art du Khöömei (chant de gorge), de la flûte tsuur et du Morin Khuur (violon à tête de cheval). Un mélange pour le moins détonnant et folklorique... qui ira jusqu'à intriguer l'UNESCO, qui les nommera à la fin de l'année 2022, « Artiste de l'UNESCO pour la paix¹ ».

même manière que nous aimons nos véritables mères. C'est vraiment important pour nous, c'est un message que nous voulons absolument faire passer² ». Mère nature, une figure qui revient un an après leur nomination par l'UNESCO, dans le clip animé de leur morceau « Sell the World ». Mais bien sûr, à la sauce metallesque : une table sur laquelle est posé un corps féminin, mort, prêt à être autopsié. Un public déshumanisé et avide est prêt à assister à l'acte. Le corps est ouvert, les organes sont ôtés, pesés et mis aux enchères. Mère nature, poussée dans ses ultimes retranchements, se voit finalement partagée aux plus offrantes par ces mêmes personnes qui l'ont poussée au trépas.

« Laisse un enfer à ta progéniture – Détruire tout ce qui est vendable – Rester là en prétendant que c'est la vie ». Le tempo lourd du morceau accompagne cet arrière-goût pour le moins amer, qui n'est métaphoriquement pas sans rappeler le dérèglement climatique auquel nous assistons depuis quelques années, impuissantes et impuissantes.

les records, laissant un air irrespirable et suffocant. Bienvenue dans le monde d'après, où il a été reconnu que nous avons connu la décennie la plus chaude jamais enregistrée³.

« Gaspiller les eaux souterraines jusqu'à la dernière goutte – Rester assoiffés sur la terre desséchée avec vos pièces de monnaie – Continuer à saccager ». Les manifestations pré-période Covid en faveur du climat et de l'environnement sont déjà loin. La ferveur étudiante en une mobilisation de masse pour faire évoluer les mentalités politiques ont désormais laissé la place à des déclarations gouvernementales où les mesures visant à protéger le vivant sont reléguées au rang de l'anecdotique. Sans compter la réélection aux manettes des États-Unis de Donald Trump, qui a d'ores et déjà promis de se retirer à nouveau de l'Accord de Paris sur le climat. Lors de son précédent mandat, en quatre ans, le climatosceptique notoire était revenu sur 208 réglementations environnementales. Notons aussi que seulement un tiers d'entre elles avait été remise en vigueur par le gouvernement Biden⁴. Un coup de frein à main pour un changement de direction à 180 degrés sur l'autoroute de l'illogisme, les pneus fumant sur un bitume brûlant.

En attendant, The Hu poursuit son chemin. En avril 2023, pour célébrer la Journée mondiale de la Terre, le 22 avril, la formation a annoncé qu'une partie des revenus de ses concerts serviront à planter 12 000 ormes de Sibérie dans la région désertique du sud-est de la Mongolie⁵. Et sans oublier une certaine « metal touch » : ces plantations prendront la forme de son logo, un léopard à une corne, inspiré d'un ancien symbole utilisé par les tribus hun. Pendant que certains érigent des murs, d'autres plantent des arbres.

L'ÉCOLOGIE DES STEPPES



PAR PIERRE VANGILBERGEN



CCBY2.0_NOEL_FEANS

Car si leur patrimoine musical mongol est dès lors mis en avant et perpétué, il en va de même pour leur philosophie. « Nous avons implanté un message sous-jacent dans tout notre travail : aimer son environnement, la nature elle-même. Nous devons aimer notre mère nature de la

Des inondations qui ont frappé la Belgique en 2021 à celles en Espagne en octobre 2024, où les décès se comptent en dizaines voire centaines de morts, où les dégâts matériels deviennent astronomiques. Sans compter les pays où les thermomètres explosent tous

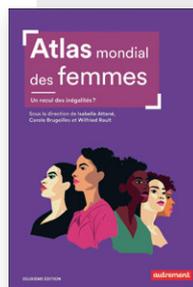
1. www.unesco.org/fr/articles/le-groupe-hu-nomme-artiste-de-lunesco-pour-la-paix
2. www.metalzone.fr/interviews/180450-the-hu-aimer-mere-nature/
3. https://climate.ec.europa.eu/climate-change/causes-climate-change_fr#:~:text=de%20la%20plan%C3%A8te.-,Le%20r%C3%A9chauffement%20climatic,2%20%C2%B0C%20par%20d%C3%A9cennie.
4. www.actu-environnement.com/ae/news/donald-trump-reélection-president-etats-unis-climat-energie-45012.php4
5. www.metalzone.fr/news/186172-the-hu-planter-12-000-arbres-lutter-deforestation-gobi/

1

Pop fascisme // Pierre Plottu et Maxime Macé // Divergences, 2024

Comment le fascisme jadis ringard a-t-il réussi à redevenir tendance auprès des jeunes ? Deux journalistes spécialisés dans l'étude des extrême droites, Pierre Plottu et Maxime Macé, explorent dans *Pop fascisme* la manière dont les mots tels que « grand remplacement », « immigrationnisme » ou « bataille de civilisation » ont peu à peu envahi réseaux sociaux mais aussi les plateaux des talk-shows. Deux univers qui s'appuient l'un sur l'autre pour se renforcer. Comment s'est construit cet écosystème efficace que d'aucuns nomment la « fachosphère » ? Quel est le rôle du milliardaire chrétien réactionnaire, à la tête d'un empire médiatique, et « littéralement en croisade » pour la défense de la « civilisation judéo-chrétienne » ? *Pop fascisme* ausculte l'extrême-droitisement des esprits qui infiltre l'époque et se déroule grâce à l'utilisation des codes de la culture populaire en ligne. La recette de ces trublions est simple : jouer sur « l'humour », le « lifestyle » ou encore sur un vocabulaire bien particulier qui permet de pouvoir exprimer (presque) sans conséquence leur racisme, antisémitisme ou encore misogynie décomplexée. Ils suivent en cela la technique du dog whistle (sifflet à chien). C'est-à-dire l'usage d'un langage codé, permettant d'éviter les condamnations, à destination d'un public raciste qui saura le comprendre. Une recette à succès puisque ces fascistes, devenus branchés, imposent leurs cadres du débat à un pays entier et participent à créer paranoïas et inquiétudes loin de la réalité mais pas sans effet sur les résultats électoraux. *Pop fascisme* est donc parfait pour « éclairer le vampire ». Il est truffé d'exemples, d'analyses et de sources pour comprendre les dynamiques de cette extrême droite se la jouant simple et stylée, et s'outiller afin de pouvoir décortiquer ce qui se cache derrière leurs discours fun. **OS** ▬

lecture



2

Atlas mondial des femmes // Isabelle Attane, Carole Brugeilles & Wilfried Rault // Autrement, 2024

La condition des femmes à travers le monde évolue-t-elle vers davantage d'égalité ? En rééditant, dix ans plus tard, un *Atlas mondial des femmes*, les éditions Autrement tentent de ne nous permettre d'y voir clair en mettant en perspective des données sociologiques et politiques au travers de cent cartes richement illustrées. Pédagogiques à souhait, les nombreuses auteurices, chacun-e expert-es dans leur domaine, donnent leur éclairage sur une thématique particulière ayant trait aux droits des femmes et des minorités. Les quatre sections (« Disposer de son corps »/« Sphère privée »/« Espaces publics »/« Inégalités et luttes ») sont traversées par de nombreux questionnements auxquels les contributeurices tentent de répondre au travers de textes,

mais aussi de tableaux, graphiques et autres illustrations, rendant l'ouvrage extrêmement accessible. Ainsi, l'on apprend que le taux de non-scolarisation des filles reste élevé dans de nombreux pays malgré de belles avancées dans d'autres, que les mutilations sexuelles féminines restent un fléau à travers le monde, et davantage encore en contexte migratoire ou que l'articulation entre vie privée et vie professionnelle constitue encore aujourd'hui un obstacle important pour les femmes du monde entier. Malgré son angle essentiellement binaire, cet ouvrage demeure d'une grande richesse pour tout qui souhaite visualiser et réaliser que si certaines luttes ont porté leurs fruits, le chemin vers l'égalité reste semé d'embûche. Affaire à suivre dans dix ans... **JR** ▬

3

Contre l'antisémitisme et ses instrumentalizations // Ariella Aïsha Azoulay, Maxime Benatouil, Houria Bouteldja et al. // La Fabrique, 2024

Deux mois après l'attaque du 7 octobre 2023, une intervention de la philosophe américaine Judith Butler est censurée pour cause d'antisémitisme par la mairie de Paris. À Bruxelles, près de 100 personnes ayant participé au mouvement de l'Université Populaire de Bruxelles et à l'occupation du bâtiment B de l'ULB ont reçu une convocation de la police pour appartenance à un groupe promouvant la haine et la ségrégation raciale. Le 21 octobre 2024, Judith Butler prend la parole à l'ULB. Quelques jours plus tôt, les éditions La Fabrique publient un recueil de textes de plusieurs intellectuel·les (dont Butler mais aussi Ariella Aïsha Azoulay, Maxime

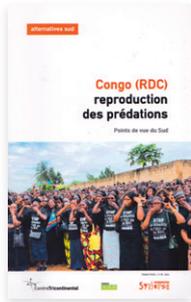
Benatouil, Houria Bouteldja, Sebastian Budgen, Leandros Fischer, Naomi Klein, Frédéric Lordon et Françoise Vergès) autour de la question de l'instrumentalisation de l'antisémitisme. La sortie de ce livre, en plus de s'inscrire parfaitement dans l'actualité, s'impose comme une réflexion essentielle autour de la censure de tout ce qui questionne le sionisme ou la défense du peuple palestinien à disposer de lui-même, en forçant l'amalgame avec le racisme antijuif. Cette confusion empêche tout discours qui nuancerait l'apologie de la politique coloniale israélienne. De manière fluide, concise et accessible, les auteurices abordent des concepts cruciaux pour

décrypter les discours usant de l'antisémitisme comme arme de censure idéologique et intellectuelle. Pris dans toute leur complexité, ils dévoilent les enjeux discursifs, les failles et les modalités de répression omniprésentes dans le discours dominant. Comprendre ces concepts nécessite de naviguer dans chacun des textes qui composent *Contre l'antisémitisme et ses instrumentalizations* comme un voyage nébuleux accompagné des auteurices dont les lumières éclaircissent progressivement l'expédition. Ce livre est pour aujourd'hui un essentiel et sera sans doute pour demain une référence. **FP** ▬

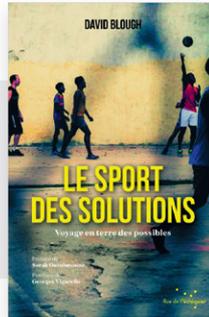
Congo (RDC) reproduction des prédatons // Alternatives Sud, vol. 31 Cetri – Syllepse, 2024

L'ambition poursuivie par ce nouveau numéro de la revue *Alternatives Sud* est de dresser un panorama sociopolitique global du Congo (RDC), dans ses configurations internes comme dans ses rapports avec le reste du monde. Les auteur-trices des dix articles rassemblés, tous-tes congolais-es, s'emploient à mettre au jour et à analyser les évolutions comme les facteurs de reproduction du champ politique congolais et de l'action publique à l'échelle nationale et internationale. Le fonctionnement du système politique congolais paraît ne pas avoir changé sous Tshisekedi, en dépit de la rupture d'alliance avec le clan Kabila. Comme l'analyse dans sa contribution le sociologue Georges Kasongo, le président demeure la clé de voûte du jeu politique, autour de laquelle se construisent, par le truchement de transactions informelles, les réseaux d'élites politiques donnant accès aux

positions qui permettent d'accumuler richesse et prestige. « À l'entame du second mandat de Félix Tshisekedi, des élites politiques inamovibles, datant des républiques passées, jusqu'à celle du très décrié maréchal Mobutu, se retrouvent aux manettes de toutes les institutions, y compris au sein du gouvernement, en contradiction avec la volonté proclamée de rompre avec les tares du régime passé. » précise ainsi Kasongo. Si les voies d'accès au champ du pouvoir se sont complexifiées, les logiques politiques sont restées inchangées. La RDC fait l'objet d'un intérêt renouvelé, lié au risque de régionalisation de la guerre du M23 à l'Est – l'un des cent groupes armés actifs dans les provinces de la façade orientale du Congo – et aux conditions de l'extraction de minéraux cruciaux pour la transition énergétique. **SB**]



4



5

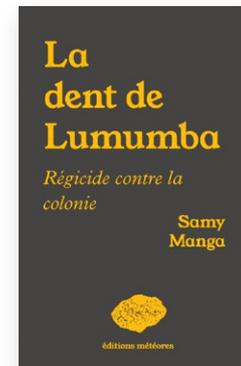
Le sport des solutions // David Blough // Rue de l'échiquier, 2024

Depuis le début des années 2000, David Blough, titulaire d'un master en géopolitique, s'investit dans l'économie sociale et solidaire. Actif dans le secteur humanitaire, il a fait du sport son cheval de bataille. Loin du sport business, de celui des exploits, des médailles et autres grandes ferveurs populaires financées par des sponsors plus ou moins douteux, Blough a fondé PLAY International, une ONG qui œuvre à l'innovation sociale par le sport. Dans *Le sport des solutions*, il partage l'histoire de huit projets menés à travers le monde alors que son organisation propose des programmes dans plus de vingt pays pour près de 850 000 bénéficiaires. Au travers de ce voyage, il met en lumière « de nouvelles perspectives sur la propension qu'à le sport à favoriser la coopération dont nous avons besoin pour assurer l'interdépendance de nos sociétés et la préservation de notre planète ». Ainsi, le programme « Bike Bridge » permet, grâce à l'apprentissage du vélo, de favoriser la mobilité physique et sociale des femmes migrantes installées

à Fribourg-en-Brisgau (Allemagne) tandis que l'ONG Waves for change, fondée au Cap (Afrique du Sud) se repose sur le surf pour offrir à des jeunes souffrant d'instabilité sociale et économique la possibilité d'acquérir des compétences psychosociales et d'ainsi réduire leurs comportements à risque. L'ONG Tibu, basée à Casablanca (Maroc), développe des projets d'insertion professionnelle par le basket-ball tandis que l'association Pour le sourire d'un enfant à Thiès (Sénégal) mène un programme intitulé « Escrime et justice réparatrice » auprès de jeunes incarcérés-es qui, en apprenant le fleuret, œuvre à leur réinsertion sociale tout en prévenant les risques de récurrence. Ces quelques exemples mettent en lumière d'autres formes de sport hors des stades et loin des projecteurs, mais qui s'attèlent à apporter des solutions d'accès à des savoirs, à des compétences sociales et à la santé tout en sensibilisant les bénéficiaires à l'importance de prendre soin de notre planète. **JR**]

La dent de Lumumba // Samy Manga // Météores, 2024

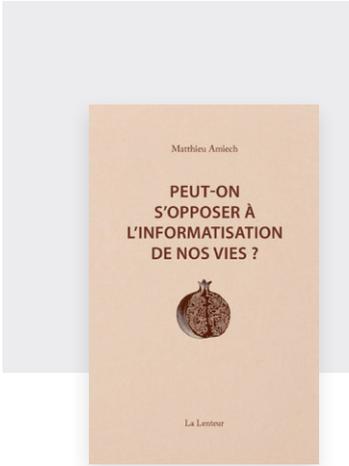
En parlant au nom du combattant du Congo libre, du paysan du Congo, de l'historien de l'âge ou encore de l'ancêtre du Congo, le poète, musicien et militant écologiste camerounais Samy Manga livre un pamphlet d'une violence à la hauteur, si tant est que c'était possible, de celle subie par les peuples colonisés. Moi, président, homme ou femme du Congo, il en appelle au régicide de celui qu'il nomme Petit Philippe de Paola Ruffo di Calabria. Pourquoi donc s'en prendre à l'actuel roi belge ? C'est dans la puissante préface des sociologues Véronique Clette-Gakuba et David Jamar que l'on comprend combien les regrets et autres cérémonies incarnées par le roi et mises en place ces dernières années constituent de nouveaux affronts à l'égard du peuple congolais. « C'est cette forme de vie à qui Samy Manga refuse de passer à autre chose tant qu'il n'a pas fait les comptes de ce qui donne au roi Philippe accès à l'existence. Sans ces noms, sans ces liens, Philippe n'existerait pas : c'est de cela qu'il s'agit de répondre ». Que les regrets exprimés soient sincères, c'est à n'en pas douter, mais pour le poète, cet élan de réparation au niveau du colonialisme européen est vain et cela transpire sa poésie. Selon lui, pas de retour possible à une situation initiale pour les territoires, les humains et les êtres non-humains qui ont été massacrés. C'est en cela que le régicide est nécessaire. Tant que le corps du roi n'aura pas arpenté les terres et senti physiquement chacune des destructions opérées par la machine coloniale, peu importe les discours, les commissions et autres tribunaux. La poésie de Samy Manga est une claqué salvatrice pour tout qui souhaite appréhender ce que peuvent ressentir dans leur chair celles qui exigent une véritable réparation pour les violences coloniales. **JR**]



6

Peut-on s'opposer à l'informatisation de nos vies ? //

Matthieu Amiech // La Lenteur, 2024



7

Peut-on s'opposer à la numérisation du monde et y résister sans être réactionnaire pour autant ? C'est la question que se pose l'auteur de ce livre, Matthieu Amiech, un des animateurs des éditions La Lenteur. Son ouvrage a pour principal objectif de faire entrer la technologie dans le champ de la délibération politique. Matthieu Amiech pense que le numérique est « un fait social total ». Selon lui, c'est un phénomène qui bouleverse à la fois le travail et la sociabilité, la consommation et les liens avec les administrations, l'école et la sexualité. Il va jusqu'à dire qu'il y a même une dimension existentielle dans le rapport qu'ont beaucoup de gens avec leur smartphone, au sens où tous les moments de pause entre deux activités, tous les moments où l'on se « ressaisit » sont immédiatement captés par l'écran et le réseau. Les positions que défend l'auteur dans ces textes sont ancrées dans une critique sociale et culturelle, soucieuse à la fois

d'égalité, de justice, d'autonomie individuelle et collective face aux normes et institutions établies. Il se défend des accusations de « dérive réactionnaire » qu'on lui attribue. C'est précisément tout l'enjeu de son livre que celui de démontrer que « le développement de la technologie permanent et programmé est un outil de choix dans l'arsenal des couches dirigeantes, pour réduire à néant les formes de solidarité et de justice sociale existantes, les liens directs avec les gens, les capacités populaires de résistance ; et qu'il est donc possible et indispensable de s'opposer à ce développement, sans être réactionnaire, au contraire ». Dès lors, des pistes stratégiques sont proposées, celles entre autres de rétablir un lien direct, tactile, avec nos milieux de vie, sans pour autant changer nos habitudes d'hommes et de femmes connectés. **SB** ⌋

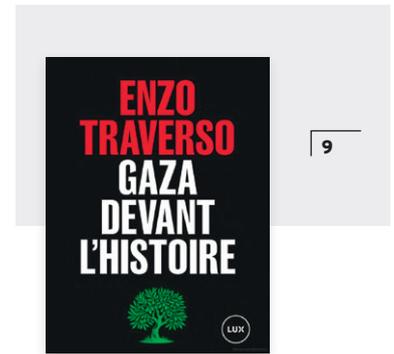
Les hommes manquent de courage //

Mathieu Palain // L'Iconoclaste, 2024

« C'est bizarre, je n'ai pas vécu ces violences, pas exactement. Mais je me sens concernée. Je crois que j'avais enfoui tout ça. » C'est ce message qu'envoie Jessie, prénom d'emprunt, au journaliste et auteur, Mathieu Palain, après avoir écouté son podcast *Des hommes violents* sur France Culture. Comme une bouteille à la mer. Jessie a l'impression qu'elle ne maîtrise plus rien. Encore moins son fils Marco, 15 ans. Leur relation se résume à des cris qui se terminent souvent en fugue. Jusqu'à la dernière. Puis cet appel. Saillant. Il faut qu'elle vienne le chercher. Il est à une fête. Il l'attend. Là. Maintenant. Au fil de ce roman « road trip », ce n'est pas tant l'histoire de Marco qui défile mais celle de Jessie. Les deux existences se font parfois écho. Et cette question : reçoit-on en héritage le passé caché de nos parents ? Pour mener son projet d'écriture, Mathieu Palain a rencontré son héroïne chaque semaine, sur le même banc, pendant un an. Harcèlement scolaire, viol, sexe tarifé pour arriver à élever son fils, seule... C'est « tout ça » qu'avait enfoui Jessie. *Les hommes manquent de courage* donne une voix – parfois crue – à Jessie et à travers elle à toutes les femmes victimes de violences psychiques, sexuelles et sociales, souvent muettes par crainte de ne pas être entendues et légitimes. À travers ce quatrième ouvrage, l'auteur continue à nous raconter la vie des invisibles. Peut-on rompre les cercles de violences à l'œuvre dans notre société, surtout quand on sait qu'être une femme surexpose aux violences ? **CB** ⌋



8



9

Gaza devant l'histoire //

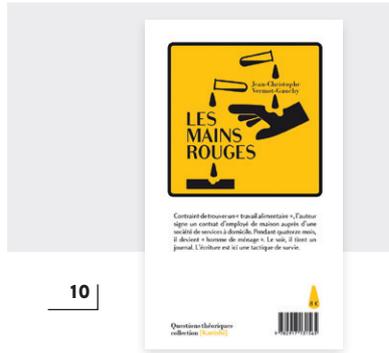
Enzo Traverso // Lux, 2024

L'historien des idées Enzo Traverso a commis ce livre d'intervention dans l'urgence. Interpellé par l'usage sans frein de termes issus de l'histoire contemporaine de l'Europe (« antisémitisme », « génocide », « pogrom », « sionisme », « colonialisme » etc.), il a décidé de repréciser la signification et l'origine de certains termes pour éviter leur instrumentalisation. Il ne s'agit donc pas d'une histoire de Gaza ou de la guerre qui touche ce territoire mais bien d'une réflexion critique sur la façon avec laquelle cette crise est interprétée et dont elle est parlée. L'historien vient expliquer le mésusage d'un lexique propre à sa matière. Ce petit essai vient à point dans un débat médiatique

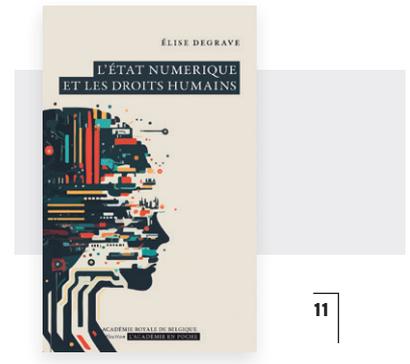
et politique piégé, où les anathèmes de « soutien au terrorisme » ou d'« antisémitisme » sont vite lancées pour délégitimer et décourager une parole publique soutenant la cause palestinienne. Avec les outils de l'historiographie, en dressant la généalogie de ces termes utilisée à tort et à travers, et en prenant conscience du fort orientalisme qui imprègne le débat (cette idée très colonialiste suivant laquelle la civilisation se bat contre la barbarie), *Gaza devant l'histoire* déjoue les traquenards propres à ces mots-valises. Et ce faisant, permet d'appréhender l'actualité au Proche-Orient sous un regard plus juste. **AB** ⌋

Les Mains rouges // Jean-Christophe Vermot-Gauchy // Questions théoriques, 2024

Le roman *Les Mains rouges* est le premier titre d'une nouvelle collection intitulée « Karōshi », terme qui désigne en japonais un épuisement total par le travail. Dans cet ouvrage, l'auteur, comédien, metteur en scène Jean-Christophe Vermot-Gauchy que les conditions sociales ont contraint à abandonner provisoirement son activité relate, sous la forme d'un journal, son activité professionnelle contrainte en tant qu'homme de ménage. Ce faisant, il nous donne à voir un aperçu sociologique saisissant de « ce que les riches pensent des pauvres ». Loin de l'observation participante ou d'un reportage en immersion, l'ouvrage est plus un écrit de survie, pour tenir. Le livre illustre en effet un rapport de souffrance sociale dans des métiers du nettoyage qui ne tiennent pas le haut du pavé dans la littérature comme la plupart des métiers manuels et des professions dévaluées. Comment ne pas être épuisé physiquement et mentalement quand on est chargé d'accomplir les tâches les plus répugnantes tout en devant rester invisible ? Les détergents abiment la peau, ce qui éclaire le titre du livre : les mains deviennent rouges, bouffées par l'eczéma. Au-delà de l'évocation subtile, percutante et non dénuée d'humour d'une expérience individuelle, ce récit décrit la terrible solitude de personnes asservies au sein d'une société atomisée d'où les collectifs ont disparu. Au-delà du témoignage poignant, l'ouvrage réussit à faire éprouver le passage du temps, la fatigue qui s'installe, l'usure de la répétition, tout en rendant saillants les moments forts de son expérience, notamment les rencontres avec ses nouveaux clients, dignes de la meilleure comédie sociale. **OS**]



10



11

11

L'État numérique et les droits humains // Élise Degrave // Académie royale de Belgique, 2024

La technologie imprègne tous les pans de notre vie et depuis quelques années, elle redessine nos rapports sociaux, notre rapport au travail ainsi que notre relation à l'État et à ses administrations. Experte en droit public du numérique, la professeure Élise Degrave déploie toutes ses compétences pédagogiques dans ce court essai d'une limpidité déconcertante afin d'offrir des clés de compréhension sur notre État numérique. Alors que ses arcanes sont, pour les citoyen·nes lambda·s, synonyme de labyrinthes obscurs, elle réussit le tour de force de rendre les choses intelligibles et accessibles. Après avoir expliqué pourquoi et comment nous confions quantité d'informations aux administrations, la chercheuse nous guide dans les méandres des algorithmes, de leur conception à leur utilisation par les autorités. Loin d'être apaisante sur l'état actuel de leur fonctionnement, entre fiabilité et respect de la vie privée, elle ouvre pourtant de nombreuses pistes rassurantes. Selon elle, après avoir réveillé le législateur sur le fait que le numérique est une question politique puisqu'elle

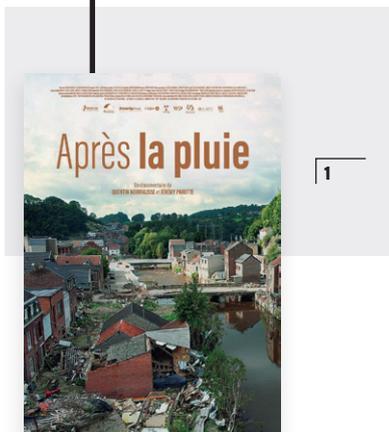
impacte la société dans son ensemble, il s'agira de l'épauler afin qu'il puisse instituer une autorité de contrôle des algorithmes à laquelle seraient soumis tous les pouvoirs publics. Cela fait, l'auteur d'évoquer combien encore trop souvent, numérisation rime avec vulnérabilisation. Nous ne sommes pas toustes égaux·ales face à l'utilisation des outils digitaux, mais ici aussi, après avoir posé les constats, elle offre des perspectives afin que toustes, nous puissions bénéficier équitablement des outils numériques. Enfin, et ce n'est pas le moins, elle évoque la question de la transparence, un vrai défi à l'heure où le respect des données personnelles est une question cruciale et où l'opacité des algorithmes pose de sérieuses inquiétudes. Grâce à son ossature claire où chaque constat est suivi de ce que dit le droit et de pistes de solution, Élise Degrave parvient à décrypter ce qui se trame dans les serveurs et derrière les écrans de notre État numérique. Ce n'est pas forcément rassurant, mais au moins, on comprend ! **JR**]

1

Après la pluie // Quentin Noirfalisce et Jérémy Parotte // Dancing Dog Productions, Les Films de la Passerelle & Amerigo Park, 2024

Le documentaire *Après la pluie* de Quentin Noirfalisce et Jérémy Parotte revient sur l'une des pires inondations que la Belgique ait connues. Une inondation qui a ravagé plusieurs villes et villages en juillet 2021, causé la mort directe de 41 personnes, engendré des dizaines de milliers de sinistrés et généré deux milliards d'euros de dégâts. Durant trois ans, les deux réalisateurs ont suivi plusieurs habitant·es des communes de Verviers, Pepinster et Trooz ainsi que les urbanistes chargés des changements à apporter à la région. En refusant tout regard surplombant et en donnant à voir la réalité des personnes qui vivent avec les séquelles de cette catastrophe, le documentaire en analyse les causes et les conséquences sociales, écologiques et surtout humaines. *Après la pluie* décrit les sentiments d'abandon et d'injustice des classes populaires, les plus touchées par l'évènement, ainsi que leur lutte avec les assurances rétives à les rembourser et les entrepreneurs véreux. Le film montre aussi le travail des équipes responsables du plan d'aménagement du territoire, leur volonté de penser globalement et collectivement leur réflexion, leur tentative d'y associer les habitant·es. Et dresse l'amer constat, trois ans plus tard, de victimes qui semblent oubliées. À l'image d'un débat public belge où les questions écologiques peinent à infuser ainsi que d'un personnel politique qui apparaît peu investi et concerné par les conséquences de cette catastrophe. Un film pour créer, selon les mots des auteurs, « une réflexion universelle sur le besoin d'allier transition écologique et justice sociale ». Fin du mois et fin du monde ne s'opposent pas, elles sont profondément liées. Toute solution future passera par la coordination de celles et ceux qui portent ces sujets. **JA**]

docus



1

Les heures creuses // Judith Longuet-Marx // CVB, 2023



Pour la réalisation de son premier court-métrage, la metteuse en scène et fondatrice de la compagnie Laika, Judith Longuet-Marx, a emmené sa caméra sur un territoire où trop peu s'aventure : la fin de la vie. Ces heures creuses sont celles du temps qui s'égrène lentement dans une résidence pour personnes âgées du sud de la France. L'aspect cocasse de la scène d'entrée, façon théâtre de l'absurde à la Ionesco, ne nie pas le vécu souvent dramatique des résidentes, personnages centraux de ce film où le personnel soignant est invisibilisé. Serait-ce pour nous rappeler qu'il n'est qu'un pion dans cette commercialisation à outrance dans la prise en charge de nos ainé-es ? Scandales récents à l'appui. Ce court a tout d'un grand par la richesse des émotions ressenties et montrées : solitude, peur, tristesse, plaisir... Les résidentes offrent à la réalisatrice leurs moments d'exception. Leur humanité. Des histoires sans filtre montrées sans tabou. Des corps usés. Souvent meurtris, déformés. Parfois coquets. Des corps vieux, ceux-là mêmes habituellement cachés sur nos écrans, qui feraient fuir les rentrées publicitaires. Un âgeisme médiatique encore plus important pour les corps féminins, ici sublimés par

la fébrilité de l'instant saisi. Grâce à ses choix esthétiques, Judith Longuet-Marx élude la complainte en soulignant les détails burlesques de certains tableaux du quotidien. Rire pour ne pas pleurer. Déjà multi-primé, *Les Heures creuses* interpelle sur la prise en charge de nos ainé-es dans notre société où vieillir est aussi tabou que coûteux, alors qu'en Belgique, les 65 ans et plus représentent près de 20 % de la population. Le film nous rappelle en creux que terminer son existence dans une maison de repos n'est vraiment pas la panacée. D'autres solutions, comme le maintien à domicile, l'habitat groupé solidaire ou l'habitat intergénérationnel, gagneraient à être plus soutenues socialement. Un coup de zoom nécessaire pour repenser la fin de la vie. **CB**

Où nous trouver ?

Nous sommes distribués dans près de 50 lieux culturels, mais pour être sûr de nous trouver, rendez-vous chez nos partenaires :

Librairie Poëtini

Rue de Roumanie 28, 1060 Saint-Gilles

Ozfair

Av. Jean Volders 9, 1060 Bruxelles

Librairie Herbes folles

Rue Saint-Guidon 30, 1070 Anderlecht

Librairie Quartier libre

Ch. d'Alseberg 374, 1180 Uccle

Barricades – Librairie Entre-Temps

Rue Pierreuse 15, 4000 Liège

Librairie Papyrus

Rue Bas de la Place 16, 5000 Namur

Centre culturel L'Eden

Bd Jacques Bertrand 1/3,
6000 Charleroi

**Abonnez-vous sur
www.agirparlaculture.be**

The Roller, the Life, the Fight // Elettra Bisogno & Hazem Alqaddi // Tândor Productions, 2024

Dès l'ouverture, *The Roller, the Life, the Fight* propose un angle. Celui d'aborder la migration à partir de la relation complice qui existe entre Hazem, Palestinien et contraint à l'exil, et Elettra, Italienne, venue étudier le cinéma en Belgique. Loin d'un film « sur », nous observons une coréalisation qui se fait à partir d'un désir mutuel de cinéma où raconter devient possible. « *Faire quelque chose de beau ensemble, avec des sentiments* », suggère Hazem à Elettra. Une proposition de film qui est aussi une invitation à contrer la laideur d'un monde engendrée par les politiques migratoires répressives et meurtrières, les contrôles aux frontières, le racisme et la politique de non accueil européen. Dans ce documentaire, nous suivons ce couple qui apprend à se connaître via leur caméra et à lutter ensemble pour la régularisation d'Hazem. Nous assistons aussi, aux détours de scènes, à leurs chamailleries, à des instants de vie et des moments d'évasion

arrachés, notamment, par le roller, véritable passion pour Hazem depuis l'enfance. Il est, en effet, un moyen pour lui de retrouver une liberté que ça soit dans un Gaza assiégé où il est impossible d'aller au-delà de ses 40 km de long sur 10 km de large ou dans une Europe forteresse qui empêche la libre circulation des demandeurs d'asile. Le film qui a été tourné sur plusieurs années et avant la guerre actuelle de destruction totale de Gaza résonne avec le présent. Il est difficile de ne pas ressentir une émotion forte lorsque Hazem montre à Elettra des photos que lui envoie sa tante de Gaza : « *Mon dieu, cet endroit est trop beau. Rien n'a changé* », lui dit-il. *The Roller, the Life, the Fight* est un film où l'amour et l'amitié s'imposent comme voies politiques face à un monde qui enferme celles et ceux qui tentent de lui résister. **AG**

LES MATINS DE PAC

Espaces de partage et d'échange, les Matins de PAC sont inscrits dans l'actualité, suscitent la réflexion, déconstruisent des stéréotypes et permettent d'imaginer de nouvelles façons de voir et de penser le monde.

LES PROCHAINES THÉMATIQUES EN 2025 →

Février

Israël-Palestine

Comment résister à la propagande ?

Mars

La médecine

Reflet de la société patriarcale ?

Avril

Nos quartiers

ZAD des politiques sociales ?

Mai

Le 08 mai

Pourquoi devrait-il être un jour férié ?



PLUS D'INFOS

où ?
Présence et Action
Culturelles

Mouvement
écosocialiste
Actif par la culture

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES